

DÉCÈS DU COMMANDANT
DU SECTEUR MILITAIRE
DE TIMIMOUNE

**Le président
présente ses
condoléances**

P 24

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Dimanche 6 avril 2025 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6411 - 22^e année

REPORTAGE TOUGGOURT



**Entre un
passé de
grandeur et
des rêves de
magnificence**

P 4

STAFFAN DE MISTURA DANS LES CAMPS DE REFUGIÉS SAHRAOIS

Relancer le plan onusien

La tournée de l'envoyé personnel du SG de l'ONU pour le Sahara occidental dans la région, vise à relancer le plan onusien pour une solution juste et durable au conflit.

LIRE EN PAGE 2



Ph : DR

REPRISE DU DIALOGUE
ALGERO-FRANÇAIS

**Barrot à Alger
aujourd'hui**

P 24

SALON "DJAZAGRO"

**650 exposants
au rendez-vous
demain à Alger**

P 24

MINES ANTIPERSONNEL

**La France
appelée
à indemniser
les victimes**

P 3

LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME GUIRRI AISSA BENSAKER -
BARIKA, CET APRÈS-MIDI À 15H00

**Une épreuve
contre
la montre**

P 21

BOUGHALI APPELLE, DEPUIS TACHKENT, À L'INTENSIFICATION DES EFFORTS ARABES

**« On doit soutenir
le peuple palestinien »**

LIRE EN PAGE 3

Robert Ménard « hachakoum » (*)

« La fin justifie les moyens » pour les politiques français qui cherchent désespérément à maintenir la ligne belliqueuse contre l'Algérie. Car, il faut savoir que le rapport de force a maintenant basculé en faveur des voix de la raison. Notamment depuis que le président français s'est ressaisi pour choisir la voie du dialogue. Face au président Tebboune dont le pays, l'Algérie, s'est démarqué du « capharnaüm » français, Macron s'est montré conciliant. En tout cas, c'est cette impression qui se dégageait du contenu du dernier échange téléphonique « franc et amical » entre les deux Présidents. Mais, les jusqu'au-boutistes français subsistent sur les plateaux de télévision. L'escalade est entretenue chez un personnel politique et médiatique que l'on a cru désuet et finissant. Preuve s'il en faut, sur « Europe 1/CNews » jeudi dernier, un certain Robert Ménard, un anti-algérien de la vieille garde et de la pire espèce, reprend son exercice favori. Inter-

rogé sur la reprise du dialogue entre l'Algérie et la France dans la foulée de la visite, prévue aujourd'hui, du Maire français à Alger, le maire de Béziers, salue l'initiative. C'est quand même paradoxal pour la figure emblématique du règne municipal de l'extrême droite. Celui qui s'oppose à l'union conjugale d'un algérien et d'une française ne peut pas prétendre soutenir le dialogue entre deux pays. Membre du fan-club de l'écrivain algéro-français au cœur du battage politico-médiatique français, Ménard n'a pas déçu. « Négocier la libération de Boualem Sansal est la solution à la crise entre les deux pays » ! Voici pour résumer l'étroitesse d'esprit d'un personnage qui a pour père un ancien membre actif de l'OAS et une « marraine » Le Pen dont il regrette sans toutefois contester la décision pour celui qui traîne des casseroles- la condamnation judiciaire de la femme leader du RN. L'ancien président de RSF, qui a été de toutes les campagnes anti-algériennes, notamment durant la décennie noire lorsqu'il a renvoyé, dos à dos, les services de sécurité algériens et les terroristes du GIA, est allé plus loin. Il appor-

te son soutien à Retailleau et défèque sa haine sur l'Algérie qu'il qualifie de « régime de kleptomane » et de « régime de merde (Hachakoum, Ndlr) ». Digne héritier de ses ancêtres, les supporters de « l'Algérie française » et de « l'Algérie de papa », Ménard incarne un « bâtardisme » qui ne n'encore pas des scrupules et des règles des pratiques politiques. Il mérite amplement le qualificatif de caméléon politique à cause d'un nomadisme qui l'a fait vaciller de la gauche à la droite. Mais sa fidélité au courant anti-algérien doit lui valoir la palme d'or. Après s'être engagé à gauche durant les années 90 pour défendre la thèse insidieuse des « qui-tu-quistes » en Algérie, Ménard bascule complètement à droite. Mais c'est toujours pour la cause anti-algérienne. Il ne déshonore pas seulement le poste de maire qu'il occupe, mais il représente aussi une honte pour la profession de journaliste qu'il était à l'époque. En panne d'idées et en mal d'inspiration, les médias mainstream français versent dans le recyclage et le réchauffé. On ne peut pas mieux se couvrir de ridicule que d'inviter un tel scribouillard commenter l'actualité algéro-française. Avec sa littérature infecte et indigeste en plus !

(*) Sauf votre respect)

Farid Guellil

L'ÉDITO

DE MISTURA DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS SAHRAOIS

Une tournée pour tenter de relancer le plan onusien

Pour préparer le point de situation sur les derniers développements enregistrés dans les territoires sahraouis occupés, qu'il aura présenté à la séance du briefing à huis-clos du Conseil de sécurité de l'ONU, le 14 avril prochain, l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara Occidental, Staffan de Mistura, a effectué, vendredi et samedi, des visites dans les camps de réfugiés sahraouis où il a rencontré, le président sahraoui Brahim Ghali, ainsi que des responsables d'institutions de la RASD et du Front Polisario.



Ph. DR

De Mistura qui a effectué une visite en Mauritanie, pays observateur, a rencontré, vendredi, le membre du Secrétariat national du Front Polisario, ministre des Territoires occupés et de la Diaspora, Mustafa Mohamed Ali Sidi El-Bachir, en présence de Sidi Mohamed Omar, représentant du Front Polisario auprès des Nations unies et coordonnateur avec la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), avant de visiter plusieurs institutions de la République sahraouie. Lors de cette rencontre, il a été question des principales préoccupations du peuple sahraoui, notamment son droit à l'autodétermination, qui constitue le principal défi pour les Nations unies aujourd'hui, ainsi que de la situation des détenus sahraouis dans les geôles de l'occupant marocain et la campagne internationale pour leur libération, a indiqué l'agence de presse sahraouie (SPS).

Hier, de Mistura a eu des entretiens politiques avec des membres de la Direction nationale du Front Polisario, visité certaines institutions, et rencontré des femmes sahraouies", selon M. Sidi Mohamed Omar, cité par la SPS. L'Envoyé personnel du Secrétaire général a achevé sa visite dans la soirée de samedi par des

entretiens officiels avec le président de la République sahraouie, Secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali", a ajouté la même source.

Cette visite intervient dans le cadre des efforts visant la relance du plan de règlement commun ONU-UA, accepté par les deux parties au conflit (Front Polisario et Maroc) et adopté par le Conseil de sécurité international, pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination, qui permettra de parachever le processus de décolonisation du Sahara occidental. Elle intervient également avant la séance du briefing à huis-clos où de Mistura aura à présenter, devant le Conseil de sécurité international, un point sur les derniers développements enregistrés dans le Sahara occidental occupé. Parmi les intervenants attendus lors de cette séance prévue le 14 avril, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, Chef de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), Alexander Ivanov. Il faut rappeler que depuis l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU, de la résolution 2756, prorogeant le mandat de la Minurso pour une année, le Maroc s'est distingué par un travail de sape visant à saborder tous les efforts de la communauté internationale pour le règlement de ce conflit.

Outre sa volte-face lui qui avait adopté dans un premier temps le plan de règlement ONU-UA et tenu même des rounds de discussions directs avec le Front Polisario pour discuter des modalités pratiques du référendum d'autodétermination, il tente aujourd'hui de gagner des soutiens à un plan de large autonomie des territoires sahraouis dans le cadre de la souveraineté marocaine qu'il présente comme le seul plan juste permettant de mettre fin au conflit. Ses manœuvres qui sont contraires à la légalité et au droit international s'inspirent largement des pratiques coloniales de l'entité sioniste qui est lancée dans une véritable folie expansionniste.

Il faut rappeler par ailleurs que depuis la rupture du cessez-le-feu par le Front Polisario, les troupes marocaines qui se terrent depuis 1987, derrière le mur de séparation (territoires occupés - territoires libérés), subissent de lourdes pertes que n'arrivent plus à dissimuler le commandement des FAR ou encore la presse du Makhzen. Il y a quelques jours un accord historique a été conclu entre le Front Polisario et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), un accord qui semble avoir fait beaucoup de mal au Maroc puisqu'il s'inscrit dans le sillage des soutiens à la lettre du peuple sahraoui.

Slimane B.

IL S'EST ENTRETENU AVEC PLUSIEURS MINISTRES ET RESPONSABLES D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Intense activité de Rebiga à Berlin

Le ministre des Moudjahidine et des Ayant droit, Laïd Rebiga, s'est entretenu, à Berlin en marge de sa participation aux travaux du Sommet mondial sur le handicap tenu les 2 et 3 avril 2025, sous la co-présidence de l'Allemagne, de la Jordanie et de l'International Disability Alliance (IDA), avec plusieurs ministres et responsables d'organisations internationales.

Selon un communiqué du ministère, Rebiga a eu, en marge de cet événement, des entretiens bilatéraux avec la ministre du Développement social et de la Famille de l'État du Qatar, Buthaina bint Ali Al-Jabr Al Nuaïmi, le ministre des Affaires sociales de la République tunisienne, Issam Lahmar, la ministre des Affaires sociales de l'État de Libye, Wafa El-Kilani, la ministre du Développement social de l'État de Palestine, Samah Abderrahim Hussain Hamad, ainsi qu'avec la ministre de la Famille et des Services sociaux de la République de Turquie, Mahinur Ozdemir.

La même source a précisé que ces rencontres bilatérales ont permis d'évoquer les relations historiques avec ces pays frères, ainsi que les relations de coopération bilatérale et l'échange d'expériences et d'expertises pour améliorer la prise en charge des personnes à besoins spécifiques et favoriser leur insertion dans la vie socioéconomique et leur contribution au développement durable.

Le ministre des Moudjahidine a rencontré également des représentants d'organisations régionales et internationales, à l'instar du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, du responsable mondial Handicap et Développement au sein du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), Gopal Mitra, et de la Secrétaire générale adjointe de la Ligue arabe, Dr Haifa Abu Ghazaleh, conclut le communiqué.

A. N.

RÉPRESSION MAROCAINE DES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME AU SAHARA OCCIDENTAL

Des experts onusiens « gravement préoccupés »

La Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits de l'Homme, Mary Lawlor, et d'autres experts des Nations unies ont exprimé leur « grave préoccupation » face à la campagne de répression menée ces derniers mois par les autorités marocaines contre des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes et des porte-parole de la contestation au Sahara occidental occupé, « en représailles de leur soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui ». « Nous exprimons notre grave préoccupation quant à l'intimidation et la surveillance (par les autorités de l'occupation) des défenseurs des droits de l'homme sahraouis, la déportation (...) de quatre jeunes militants syndicaux norvégiens du Sahara occidental, ainsi que les mesures de rétorsion économiques imposées aux membres de la famille des défenseurs des droits de l'homme et aux mili-

tants eux-mêmes », ont souligné Mary Lawlor et des experts des Nations unies dans une communication écrite au sujet de la répression marocaine des défenseurs des droits de l'homme au Sahara occidental au cours des derniers mois. « Nous exprimons également notre inquiétude concernant les restrictions à la liberté de mouvement et de réunion imposées (par le Maroc) aux défenseurs des droits de l'homme sahraouis et étrangers », ont-ils poursuivi. Et d'ajouter dans le même contexte: « Nous sommes également gravement préoccupés par l'effet dissuasif notable que ces mesures sont susceptibles de déclencher sur les défenseurs des droits de l'homme sahraouis de manière plus générale, en entravant leur capacité à exprimer (...) leurs critiques ou à mener à bien leur travail légitime de défense des droits humains ». Dans leur communication, les experts onusiens ont précisé que « plusieurs

journalistes, défenseurs des droits de l'homme, leaders de la contestation et opposants politiques de premier plan ont fait l'objet d'une répression (marocaine) accumulée ces derniers mois, évidemment en représailles de leur travail en faveur des droits de l'homme, et notamment de leur soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui ». Des rapports font état aussi d'une surveillance accumulée et du recours à des tactiques d'intimidation, telles que les menaces et le harcèlement, « pour faire taire » les Sahraouis, selon la même source. « On signale de plus en plus de détentions arbitraires, de répressions violentes de manifestations pacifiques et de restrictions à la liberté d'expression et à la liberté de mouvement contre les défenseurs des droits de l'homme. Les familles des défenseurs des droits de l'homme ont également été visées par les représailles économiques et

la perte d'opportunités en matière d'éducation et d'emploi », ont déploré les auteurs de cette communication.

AHMAD ETTANJI ET MOHAMED MAYARA PARMIL LES MILITANTS PERSÉCUTÉS

Les experts onusiens ont cité, dans leur document, quelques cas de militants et de défenseurs des droits de l'homme au Sahara occidental ayant fait l'objet de répression marocaine à l'instar des journalistes sahraouis qui défendent les droits du peuple du Sahara occidental, Ahmed Ettanji et Mohamed Mayara. « Le 9 octobre 2024, les forces de sécurité marocaines ont assiégé, menacé d'arrêter et expulsé Ahmed Ettanji et Mohamed Mayara de la ville de Cap Boujdour, au Sahara occidental, alors qu'ils s'y trouvaient pour une visite familiale. À leur arrivée au poste de contrôle local, les deux défenseurs des droits humains ont été retenus par les autorités

marocaines, puis relâchés au bout d'une heure ». « Lorsque ces derniers sont arrivés au domicile de la famille, ils ont trouvé la police marocaine (...) encerclant l'endroit, les menaçant d'arrestation et exigeant qu'ils quittent immédiatement la maison et la ville », poursuivent-ils. « La famille d'accueil a également fait l'objet d'actes d'intimidation et de menaces de perquisition parce qu'elle hébergeait les défenseurs des droits de l'Homme ».

En conséquence, les défenseurs des droits de l'homme ont dû quitter la ville et ont été contraints de retourner dans Laâyoune occupée. Par ailleurs, les experts onusiens ont évoqué dans leur communication l'expulsion par les autorités d'occupation marocaines des militants des droits de l'Homme à l'instar de Sidi Mohammed Dadach à qui il a été ordonné de quitter le Sahara occidental.

Ania N.

MINES ANTIPERSONNEL

La France appelée à indemniser les victimes

Les participants hier au Forum de la mémoire d'El Moudjahid sur les victimes des mines antipersonnel, ont appelé le Gouvernement français à indemniser financièrement les victimes des mines.

Lors de son intervention, le professeur Adimi a rappelé les crimes humains commis par la France durant la période du colonialisme, appelant le gouvernement français à compenser les préjudices subis par les victimes des mines anti-personnel en Algérie, ou l'armée française a implanté plus de neuf millions de mines. Rappelant qu'à partir de 1956, un minage intensif a été opéré par le colonisateur français aux frontières Est et Ouest de l'Algérie par l'édification du barrage des lignes Morice et Challe et le minage autour des cantonnements militaires et dans certains axes d'évolution des combats.

Le président de l'Association Machaâl Echahid a été catégorique qu'Alger continuera à tendre la main, à fournir l'assistance aux pays notamment africains, et à partager son expérience en matière de lutte contre les mines. Ce dernier a, par la suite, exprimé sa fierté et sa profonde reconnaissance quant aux efforts de l'Algérie, à sa tête l'Armée



nationale populaire dans la lutte et l'élimination de ce fléau et l'assistance aux victimes de cette véritable arme. Indiquant que son association s'attelle en coordination avec l'Association nationale des victimes des mines au Sahara occidental à obtenir l'indemnisation des victimes des mines à travers la poursuite en justice de l'État français appelé à reconnaître ses crimes coloniaux. De son côté le représentant de l'association nationale des victimes des mines sahraouis Hamdi Salak eddine, a salué le soutien inconditionnel de l'Algérie à la cause sahraouie, rappelant que le Sahara occidental est parmi les régions pleines de mines soit entre 7 et 10 mil-

lions de mines dont la majorité implantées tout au long du mur militaire marocain. Notant que l'Algérie, qui a été minée par plus de 11 millions d'engins, n'a ménagé aucun effort, a mobilisé de gros moyens financiers, réussissant ainsi à dépolluer définitivement l'ensemble du territoire national, tout en assistant les victimes de ces engins de la mort. Et ce, en respectant ses engagements pris dans le cadre des activités de la convention d'Ottawa. Selon les données fournies par l'INESG, près de 7.300 survivants à la mine ont été recensés en Algérie, dont 4 830 durant la guerre de libération nationale et 2 470 après l'indépendance.

Sarah O.

SAIHI S'ENTRETIENT AVEC LE DG DE L'OMS Les moyens de renforcer la coopération sanitaire examinés

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a rencontré, à Berlin en Allemagne, le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération sanitaire et de développer les systèmes de santé. Selon un communiqué du ministère de la Santé publié hier, le ministre Saihi a examiné avec le Directeur général de l'OMS « les moyens de mise en œuvre des décisions relatives au développement de la santé » et passé en revue « les réalisations accomplies en matière de développement des systèmes de santé ». Le même communiqué a précisé que les deux parties ont également discuté des « mécanismes d'amélioration des services de santé » et de « l'échange d'expertises et d'expériences concluantes dans ce domaine ». Selon la même source, il a aussi été question des « défis auxquels les systèmes de santé mondiaux sont confrontés », ainsi que des moyens de renforcer la coopération internationale et la coordination entre pays. La rencontre a en outre permis au ministre de mettre en avant « l'appui apporté par l'Algérie aux systèmes de santé en Afrique, à travers ses initiatives visant à soutenir les pays frères, notamment en matière de lutte contre les maladies », et de souligner « l'importance du soutien technique du Centre de vaccination internationale et de lutte contre les maladies tropicales ».

LES EFFORTS DE L'ALGÉRIE CONTRE LES MALADIES TROPICALES SALUÉS

De son côté, « le Directeur général de l'OMS a salué les efforts déployés par l'Algérie dans ce domaine », notamment son expérience en matière d'appui aux systèmes de santé africains, à travers la création du Centre de vaccination internationale et de lutte contre les maladies tropicales, qu'il a qualifié de « l'un des plus importants centres de lutte contre les épidémies ». Au terme de la rencontre, l'accent a été mis sur l'importance de la poursuite de la coopération entre l'Algérie et l'OMS, à travers des projets et programmes communs visant à améliorer la performance des systèmes de santé, mais aussi par l'échange d'expertises en matière de prévention et de traitement, afin de préserver la santé publique et d'atteindre les objectifs communs dans ce domaine, selon la même source.

Ania N.

BOUGHALI APPELLE, DEPUIS TACHKENT, À L'INTENSIFICATION DES EFFORTS ARABES

« On doit soutenir le peuple palestinien »

Le président de l'Assemblée populaire nationale et de l'Union interparlementaire arabe (UIPA), Brahim Boughali, a appelé depuis Tachkent (Ouzbékistan), à intensifier les efforts arabes communs pour soutenir le peuple palestinien.

Lors des travaux de la 150e session de l'Union interparlementaire (UIP), il a été convenu de présenter un point d'urgence au nom du groupe arabe sur la situation dans les territoires palestiniens, note un communiqué de l'APN. Ainsi, Boughali, qui présidait la réunion du groupe arabe en marge de la 150e session de l'UIP, a salué le niveau de coopération et de coordination entre les parlements arabes, ainsi que « le rôle pivot de la diplomatie parlementaire arabe dans la défense des causes arabes, en tête desquelles la question palestinienne ». Lors de cette réunion, qui a rassemblé les présidents et représentants des parlements arabes participant à la 150e session de l'UIP, Boughali a insisté sur « la nécessité d'intensifier les efforts communs arabes, notamment sur le plan parlementaire, pour soutenir le peuple palestinien face à la guerre d'extermination qu'il subit et contrer les politiques de l'occupation sioniste

visant à effacer l'identité palestinienne ». À ce propos, il a évoqué « la responsabilité historique qui incombe aux parlements arabes afin de porter la voix du peuple palestinien auprès de la communauté internationale », rappelant que la tribune de l'UIP constitue « une opportunité précieuse pour défendre sans relâche la cause palestinienne, jusqu'à ce que le peuple palestinien obtienne sa liberté et son indépendance et recouvre ses terres », a-t-il affirmé. Ces efforts s'inscrivent dans le cadre de « l'activation du mémorandum d'entente conclu entre l'APN

et l'UIPA, dans le but de renforcer l'action parlementaire arabe commune et de défendre les causes de la nation arabe dans divers fora régionaux et internationaux ». L'ordre du jour de cette réunion était autour de certain nombre de questions dont « la présentation d'un point d'urgence au nom du groupe arabe concernant la situation dans les territoires palestiniens », ainsi que « la publication d'une déclaration au nom du groupe arabe concernant les développements de la situation en Palestine », selon la même source. Il s'agit également de la présen-

tation du bilan des activités du groupe arabe depuis la 149e session de l'UIPA, ainsi que la présentation des candidatures du groupe arabe aux postes vacants au sein des organes de l'UIP. La réunion a été rehaussée par la présence de la présidente de l'UIP, Mme Tulia Ackson, et du président du Parlement arabe, Mohammed Al-Yamahi, ce qui « lui a conféré un caractère politique particulier, reflétant l'intérêt des dirigeants des parlements arabes pour l'importance d'unifier les rangs arabes au sein des fora internationaux », conclut la source.

S. O.

SAIHI L'A SOULIGNÉ À BERLIN :

« L'Algérie engagée à répondre aux exigences dans la santé »

Un exposé exhaustif a été mis en avant par le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi, à l'occasion du 3e Sommet mondial sur le handicap qui se tient à Berlin (Allemagne), dans lequel il a abordé « les fondements sur lesquels repose le système de santé algérien et sa capacité à se développer et à s'adapter aux nouveautés en adéquation avec les besoins nécessaires de toutes les franges de la société sans exclusive », a indiqué un communiqué du ministère.

M. Saihi a également évoqué, selon la même source, « l'organisation générale du système de santé en Algérie et les méca-

nismes de sa gestion ». Ce dernier a souligné « le plein engagement de l'État à répondre aux exigences imposées par l'évolution constante, notamment en ce qui a trait au développement des structures de santé ». Précisant « les efforts de l'État algérien concernant la réalisation de nouveaux hôpitaux, dans l'objectif de renforcer le réseau de santé national », le ministre a fait état de « la réception de plusieurs projets de santé et de leur mise en service à la fin de l'année en cours, à même de contribuer inéluctablement à l'amélioration des prestations de santé au service des citoyens ». M. Saihi a affirmé que, « les efforts de l'État ne se limi-

tent pas seulement au renforcement de l'infrastructure, mais incluent la disponibilité des médicaments et la formation des staffs médicaux et paramédicaux dans différentes spécialités, en vue d'assurer des prestations sanitaires de qualité, en adéquation aux besoins nationaux ». Chargés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de la Santé et le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, M. Laïd Rebiga, ont participé au 3e Sommet mondial sur le handicap, dont les travaux ont débuté mercredi dernier, a conclu le communiqué.

L.Zeggane

REPORTAGE

TOUGGOURT

Entre un passé de grandeur et des rêves de magnificence

Située à plus de 600 kilomètres au sud de la capitale, la ville de Touggourt, adossée à un passé séculaire, vit son aspiration à devenir une mégapole du futur.

La ville n'est pas une oasis, issue tel un mirage au sortir d'une dune de sable. Elle s'adosse sur une histoire ancestrale qui fait la fierté de ses enfants. Touggourt, qui est aujourd'hui une wilaya de plein droit a été rattachée durant la période coloniale à Batna dans le cadre du département des Oasis, avant de se voir liée à Ouargla pour devenir, au cours de ces dernières années une wilaya déléguée puis aujourd'hui accéder au statut de wilaya, un statut administratif qui laisse libre court aux rêves des Touggourtis de voir leur ville devenir une cité moderne dotée d'un tissu industriel véritable filon d'opportunités d'emploi et d'équipements publics qui assure l'essentiel des commodités aux habitants et aux visiteurs. Touggourt a été le foyer du royaume des Bendjellab (1414-1881), une dynastie Berbère fondée par un certain Soliman vers le début du XVIe siècle. Pour certains il serait un pèlerin du Maghreb al-Aqsa, descendant des Mérinides. Une autre version renvoie la naissance de ce royaume à une anecdote qui dit que lassées des rivalités, les tribus locales décidaient que le premier entré dans la ville de Touggourt serait reconnu comme chef. Un simple berger (en arabe : djellab) fut celui qui mit le pied le premier dans la ville. Le cheikh Soliman El Djellabi et fut intronisé roi des Beni Djellab. L'autorité de ce royaume va englober tout l'Oued Righ et s'étendre jusqu'à Zab l'actuel Biskra. En l'an 1552, les Beni Djellab durent se soumettre à l'autorité de la régence Ottomane d'Alger. Le royaume est tombé après l'entrée des troupes françaises dans la ville en 1881, qui se heurtèrent à une farouche résistance. Les tombeaux des rois de cette dynastie sont encore visibles dans la cimetièrre de la ville. Malheureusement, le mausolée où ils reposent nécessite un travail de réhabilitation tant il a été laissé à l'abandon des années durant. L'autre anecdote que les anciens de Touggourt racontent à propos de ce royaume est que sa chute a été précipitée par les intrigues qu'avait connues la famille royale minée par une guerre de succession entre les différents princes.

LA PORTE VERS LE CONTINENT AFRICAÏN

On raconte que la lignée du roi Soliman, fondateur du royaume a été exterminée. La fameuse phrase qu'on continue encore de répéter, « Ougtoul khouk enchey khouk (tue ton frère et on t'intronisera roi) »,



explique les intrigues qui avaient entouré la fin de ce royaume et sa chute. Le lieu du pouvoir à cette époque était un beau bâtiment au style mauresque appelé « Bureau arab » qui avait servi de siège de la daïra après l'indépendance mais qui fut malheureusement démolie à la fin des années quatre-vingt suite à une décision qui reste inexplicable à ce jour et qui continue de susciter la colère des Touggourtis. De cette époque de grandeur, la ville garde également un autre témoin, El masjid El atiq (la mosquée antique) construite en l'an 1805 par le sultan Ibrahim Ben Mohamed Ben Djellab à l'entrée de Ksar Mestawa. Ce lieu de culte, toujours debout présente la particularité d'allier une architecture arabo-mauresque avec des tonalités locales. On retrouve certains de ses motifs dans certaines zaouias et lieux de culte dans plusieurs pays d'Afrique. Et si l'antique mosquée a eu la chance d'être sauvée des crocs des pelleteuses et de la bêtise humaine grâce à la mobilisation de la population et une décision des autorités centrales, ce ne fut pas le cas de Ksar Mestawa dont de larges pans ont été démolis durant les années quatre-vingt par des responsables locaux qui ne connaissaient rien à l'histoire de la ville et rien de son riche patrimoine. L'histoire de Touggourt retient qu'elle a été la porte qui a permis à l'Afrique d'atteindre les rives de la mer Méditerranée. C'est de la place publique de la ville que la première caravane de véhicules motorisés s'était élancée au mois de décembre 1922 à janvier 1923 vers la ville de Tombouctou au Mali. Cette expédition composée de véhicules Citroën à chenilles a vaincu le désert et ouvert les portes de l'Afrique subsaharienne au colonisateur français qui avait alors réussi à relier ses colonies du Sahel à l'Algérie. La stèle commémorant cette traversée, réalisée en 1929 par le sculpteur Henri Bouchard, trône toujours sur la place de la Liberté à Touggourt et marque un temps de l'Histoire de la ville et de sa population.

DES ATOUTS À VALORISER

La ville de Touggourt et sa

région ne manquent pas d'attraits touristiques qui peuvent intéresser les visiteurs, aussi bien nationaux qu'étrangers. Elle est captivante par ses lacs qui bénéficient d'une attention particulière grâce au programme de protection des zones humides Ramsamar.

Elle est envoutante par ses nombreux Ksours et zaouias qui peuvent figurer comme haltes dans les circuits touristiques qu'offre la région. Elle est attachante par la gentillesse de sa population qui garde l'originalité et l'authenticité de l'Algérie des aïeux. La ville en pleine mutation est devenue une nef qui vogue entre tradition et modernité.

Lees marchands de Sfindj et de Dobbara disputent l'espace des rues aux pizzerias et autres vendeurs de Kebab qui ont fait leur apparition dans la ville. La nouvelle Touggourt est en train de voir le jour à la

faveur du programme de développement initié depuis qu'elle a accédé au statut de wilaya de plein droit.

Ses infrastructures de base connaissent une dynamique de modernisation et la ville est en train de se doter d'une nouvelle gare ferroviaire d'une nouvelle agence pour le transport routier.

De nouveaux espaces urbains sont en train de naître du sol et les dunes de sable sont en train de reculer pour laisser place au béton. La ville d'art et de culture qui avait sa station de radio dirigée par le chanteur regretté Said Bouagga et dont le siège s'élevait encore à quelques pas de la rue El istiqlal, solidement attachée à son passé scrute l'horizon et veut aujourd'hui s'élever au rang de mégapole du Sud, et de véritable joyau de tout l'Oued Righ.

Slimane B.

À L'OCCASION DE L'AÏD EL-FITR Saâdaoui reçoit les partenaires sociaux

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohammed Seghir Saâdaoui, a reçu, hier, au siège du ministère, les présidents et représentants des organisations syndicales et des associations de parents d'élèves agréées, à l'occasion de l'Aïd El-Fitr, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de la rencontre, le ministre leur a adressé, ainsi qu'à leurs familles, ses vœux de santé, de bien-être et de succès, priant Allah Tout-Puissant de les combler de joie, de bonheur et de prospérité, selon le communiqué.

L. Z.

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION L'Algérie a atteint son autosuffisance

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a fait savoir que l'Algérie est parvenue à atteindre l'autosuffisance dans la production des matériaux de construction, avec des capacités de production annuelles atteignant 40 millions de tonnes de ciment, 6 millions de tonnes de fer à béton et 40 millions de tonnes de briques, outre 210 millions de mètres carrés de céramique et 4,6 millions de mètres carrés de marbre et de granit. Selon le ministre, la contribution du secteur du bâtiment et des travaux publics au produit intérieur brut s'est également accrue pour atteindre 12,9%, ce qui reflète le dynamisme du secteur et son impact positif sur l'économie nationale.

Ania N.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'anglais renforcé dès la prochaine rentrée

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a ordonné aux présidents des établissements universitaires de poursuivre la mise en œuvre de leurs programmes visant à renforcer la formation en langue anglaise.

Le département du gouvernement dirigé par Kamel Baddari a insisté pour que chaque institution universitaire soumette son plan pour améliorer la formation en anglais pour l'année universitaire à venir avant le 17 avril prochain. Une directive spécifique a également été adressée aux doyens des facultés de médecine concernant ces instructions, considérant que toutes les unités d'enseignement scientifique en médecine pour la première année seront dispensées en anglais dès la rentrée universitaire 2025/2026. Dans une note récente adressée aux doyens des facultés de médecine, il est précisé que, pour adhérer à la dynamique de l'enseignement en anglais, les facultés de médecine à travers le pays doivent poursuivre l'enseignement de cette langue selon une approche progressive, adaptée au nombre de professeurs ayant suivi des formations et ayant atteint les niveaux (B2) et (C1), afin de couvrir tous les programmes pédagogiques de la première année en sciences médicales (médecine, dentisterie, pharmacie) pour l'année universitaire 2025/2026. Conformément à la circulaire n°106 du 7 avril 2024 relative au renforcement de l'ensei-

gnement de l'anglais, les responsables des établissements universitaires doivent poursuivre la formation des enseignants pour l'enseignement en anglais selon les programmes définis par chaque institution universitaire. Le ministère a insisté dans ses directives, tant pour les doyens des facultés de médecine que pour les présidents des établissements universitaires, sur l'obligation de lui faire parvenir des rapports détaillant les mesures prises au plus tard le 17 avril 2025. À noter que depuis 2022, le ministère de l'Enseignement supérieur a franchi des étapes importantes dans l'introduction de l'anglais, annonçant l'année dernière la formation de 58 000 enseignants aux techniques d'enseignement en anglais, dans le cadre d'un effort visant à renforcer l'usage de cette langue dans les milieux universitaires. Un programme a été mis en place pour former les enseignants chercheurs aux techniques d'enseignement en anglais.

L'introduction de l'anglais en tant que formation essentielle ne s'est pas limitée aux enseignants, mais a également concerné les étudiants. En plus des programmes annuels définis par les présidents d'université pour les étudiants, le ministère organise chaque année, dans le cadre des inscriptions universitaires des nouveaux bacheliers, une formation préalable avant leur entrée à l'université.

A. N.

GÉNOCIDE SIONISTE À GHAZA

Le bilan des victimes s'alourdit

Le ministère de la Santé palestinien a annoncé une nouvelle hausse tragique du nombre de martyrs et de blessés dans la bande de Ghaza en raison de l'agression israélienne continue. Depuis l'aube de ce samedi, huit Palestiniens ont été tués lors de frappes israéliennes sporadiques sur la région.

Ces frappes ont ciblé plusieurs zones de la bande de Ghaza, notamment des bâtiments résidentiels à l'ouest de la ville de Rafah, dans le cadre de l'opération militaire israélienne en cours depuis le 23 mars. L'armée d'occupation israélienne a intensifié ses attaques, menant des raids aériens sur des bâtiments civils et des infrastructures essentielles. Parmi les victimes les plus récentes, deux Palestiniens ont été tués lors d'un bombardement israélien ciblant un rassemblement de civils dans le quartier de Shujaiya, à l'est de la ville de Ghaza. Une autre victime a été tuée et plusieurs autres blessées lors d'une frappe qui a ciblé une maison dans la région de Mirage, au nord-est de la ville de Rafah, dans le sud du territoire. Les attaques israéliennes ont également visé des installations humanitaires, telles que des tentes de distribution de nourriture à Khan Younès, dans le sud de la bande de Ghaza, tuant trois Palestiniens et blessant plusieurs autres. Le même jour, un autre bombardement a visé une maison dans le centre de la ville, faisant une victime et plusieurs



PH. DG

blessés. Des frappes ont également été menées dans le quartier de Shujaiya et dans la région de Khan Younès, causant des incendies et des destructions massives. Les conditions de vie des Palestiniens se détériorent rapidement avec l'intensification de ces attaques. En dépit de l'ampleur des destructions, les équipes de secours et les services médicaux palestiniens peinent à atteindre les zones les plus touchées en raison des bombardements israéliens incessants et des conditions sécuritaires précaires. Selon les informations récentes du ministère de la Santé de Ghaza, le nombre total de martyrs palestiniens depuis le début de l'agression israélienne le 7 octobre 2023 a atteint 50 669, avec plus de 115 000 blessés, dont une grande majorité de femmes et d'enfants. La situation à Ghaza est exacerbée par un blocus israélien de longue date, qui empêche l'acheminement d'aide humanitaire essentielle, malgré les appels incessants de la communau-

té internationale pour lever ce blocus. Les témoins sur le terrain font état de scènes de souffrance extrême et de déplacements massifs de civils, cherchant désespérément à fuir les zones de conflit. Le ministère de la Santé a également rapporté qu'un grand nombre de victimes sont toujours coincées sous les décombres ou dans les rues, et que les équipes de secours et les ambulances ne peuvent pas les atteindre en raison des frappes israéliennes continues. Ces victimes sont laissées sans aide, ce qui alimente encore davantage la tragédie humanitaire. Dans ce contexte de violence intense et de répression brutale, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) a révélé que près de 1,9 million de Palestiniens ont été déplacés à l'intérieur de la bande de Ghaza, dont des dizaines de milliers d'enfants, depuis le début du conflit. Ce déplacement massif a été exacerbé par l'effondrement d'un cessez-le-feu entre Israël et le mouvement Hamas en

mars 2025, entraînant une nouvelle vague de déplacements forcés entre le 18 et le 23 mars. L'agression israélienne a également été marquée par des attaques ciblant les équipes de secours et de défense civile. Le 23 mars 2025, un groupe de médecins et de secouristes palestiniens a été tué lors d'une frappe israélienne alors qu'ils accomplissaient des missions humanitaires dans le quartier de Tel Sultan, dans la ville de Rafah, au sud de Ghaza. Ces attaques ont été largement condamnées par les organisations de défense des droits de l'homme, qui appellent à une protection immédiate des civils et des travailleurs humanitaires. Alors que la situation à Ghaza se détériore rapidement, les appels à un cessez-le-feu immédiat et à une intervention internationale pour mettre fin à la violence se multiplient, mais Israël, avec le soutien des États-Unis, semble poursuivre sa politique de dévastation et de terreur, ignorant les critiques internationales.

M. Seghilani

CONTRE LES CRIMES DE L'OCCUPANT SIONISTE Appel à rejoindre le Groupe de La Haye

À Genève, un groupe d'experts des droits de l'Homme appelle à rejoindre le Groupe de La Haye pour faire appliquer les décisions de la CIJ et de la CPI, et mettre fin à l'impunité dont bénéficie l'occupant israélien. Alors que le génocide en cours contre le peuple palestinien se poursuit dans une impunité révoltante, un groupe d'experts indépendants des droits de l'Homme a lancé un appel pressant à la communauté internationale pour rejoindre le Groupe de La Haye, dans le but de soutenir et imposer l'application des décisions de la Cour internationale de justice (CIJ) et de la Cour pénale internationale (CPI) à l'encontre de l'entité sioniste. Ces experts ont averti que l'absence d'action concrète face aux violations du droit international humanitaire par l'occupant israélien pourrait faire reculer le système multilatéral de plusieurs décennies. « À ce stade historique, la protection du système international des droits de l'Homme exige une action décisive, fondée sur des principes et coordonnée », ont-ils déclaré. Huit mois après l'avis consultatif de la CIJ, dans lequel la Cour avait reconnu les violations graves perpétrées par Israël dans les territoires palestiniens occupés, la majorité des États continuent de se soustraire à leurs obligations juridiques, ont déploré les experts. Pour eux, cette inaction contribue directement à renforcer l'impunité sioniste et à alimenter la poursuite du génocide contre les Palestiniens. Ils ont également souligné que ces violations affectent de manière disproportionnée les personnes vivant dans des situations vulnérables, notamment les femmes et les enfants, rappelant que la protection des civils constitue une obligation juridique inaliénable pour tous les États. Saluant les efforts de certains pays engagés depuis octobre 2023 pour défendre les droits humains et préserver le multilatéralisme, les experts ont appelé d'autres États à rejoindre le Groupe de La Haye ou à initier des mécanismes similaires. « Il est temps de cesser de servir de bouclier juridique, politique et moral aux atrocités sionistes », ont-ils martelé. Créé le 31 janvier dernier, le Groupe de La Haye représente une initiative inédite visant à rassembler les États désireux de faire respecter l'ordre juridique international et de défendre les principes fondamentaux du droit international. Pour les experts, ce groupe établit un précédent historique, démontrant qu'il est encore possible d'unir les forces pour protéger l'état de droit et les droits humains universels.

M. S.

POUR GHAZA ET CONTRE LES CRIMES SIONISTES

Soulèvement dans plusieurs capitales du monde

La colère des peuples ne faiblit pas face au silence complice des dirigeants. Du Maghreb au Machrek, des milliers de voix s'élèvent pour dire non à l'extermination, non au déplacement, et non à la normalisation. Le peuple de Ghaza n'est pas seul. De nombreuses capitales et villes arabes ont été le théâtre, ce vendredi, de manifestations contre la reprise de l'agression israélienne sur Ghaza, dénonçant le cycle incessant de déplacements forcés et d'extermination à l'encontre du peuple palestinien.

En Algérie, la rue s'est exprimée avec force malgré les restrictions en vigueur sur les rassemblements publics. Un important sit-in de solidarité s'est tenu devant le siège du parti à Alger, réunissant des centaines de citoyens venus exprimer leur colère et leur indignation face à la barbarie sioniste. Des rassemblements similaires ont eu lieu à Djelfa, Jijel,

Sétif, Constantine, Batna, et d'autres régions du pays. Dans son discours, le président du MSP, Abdelaali Hassani Cherif, a qualifié les crimes perpétrés à Ghaza d'« inqualifiables », dénonçant un projet sioniste qui « vise à liquider la cause palestinienne et à fragmenter la nation arabe en imposant une entité illégitime sur la terre de l'islam et de la Palestine ». Il a réaffirmé la nécessité de permettre au peuple palestinien de fonder un État libre et souverain avec El-Qods occupée comme capitale. De son côté, le responsable du MSP à Alger, Ahmed Cherifi, a lancé un appel clair à soutenir la résistance palestinienne qui, selon lui, « défend sa terre, son honneur, ses lieux saints, ainsi que l'unité de la nation arabe ». Mais cette mobilisation a vite pris une tournure plus revendicative. De nombreux jeunes ont exprimé leur volonté de dépasser le simple cadre symbolique pour entamer de véritables manifesta-

tions populaires. Les slogans ont fusé : « Le peuple veut une marche pacifique », « En colère, en colère, en route vers l'ambassade des États-Unis, située à deux kilomètres du rassemblement, et perçue comme complice du soutien occidental à l'occupation sioniste. Malgré les tentatives d'apaisement d'Abdelaali Hassani Cherif, qui a appelé à la discipline et à l'unité nationale pour défendre la cause palestinienne dans le calme, les protestataires ont scandé leur refus du silence imposé et ont exigé l'expulsion de l'ambassade américaine. Plusieurs slogans ont également dénoncé l'inaction de la communauté internationale : « Non à la famine, non au génocide, non au déplacement », « Ouvrez les passages », ou encore « L'Amérique = le terrorisme ». Dans sa khotba de la prière du vendredi, l'imam de la Grande mosquée d'Alger a dénoncé à son tour le massacre en cours à Ghaza,

déclarant que « notre joie est incomplète quand le corps de la Oumma saigne, de El-Qods à Ghaza », qualifiant les actes de l'occupant sioniste de « sauvagerie sans précédent dans l'histoire de l'humanité ». Sur le plan diplomatique, l'Algérie poursuit ses efforts internationaux. Lors de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU convoquée à la demande de l'Algérie, jeudi, le représentant permanent Amar Bendjama a dénoncé ce qu'il qualifie de « punition collective » et de « crime de guerre » contre les Palestiniens depuis le 7 octobre 2023. Il a appelé le Conseil à « assumer pleinement sa responsabilité et à veiller à l'application effective de ses décisions ». Alors que la tragédie se poursuit à Ghaza, l'élan populaire en Algérie, à la fois politique, spirituel et citoyen, semble vouloir briser le silence et affirmer haut et fort la solidarité indéfectible du peuple algérien envers la Palestine.

M.S.

CISJORDANIE OCCUPÉE

Une vague de déplacements sans précédent depuis 1967

Le nord de la Cisjordanie occupée traverse la plus grave crise humanitaire depuis la guerre de 1967, a alerté vendredi l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), soulignant l'aggravation dramatique des déplacements de populations, causés par les agressions continues de l'armée de l'occupant sioniste.

Depuis le 21 janvier, une offensive brutale est en cours dans les camps de réfugiés de Jénine, Tulkarem, Naplouse et Tubas. Selon l'UNRWA, plus de 40 000 Palestiniens ont été déplacés de force, tandis que des dizaines de civils, pour la plupart femmes et enfants, ont été tués ou blessés. Des centaines d'habitations et d'infrastructures vitales ont été rasées, dans ce qui ressemble à une campagne systématique de démolition et de nettoyage ethnique. L'agence onusienne, citée par l'agence Wafa, a précisé qu'elle poursuivait ses efforts pour fournir une aide humanitaire d'urgence, incluant cliniques mobiles, soutien psychologique et services éducatifs en ligne, malgré les conditions de plus en plus hostiles.

69 JOURS D'AGRESSION ISRAËLIENNE À TULKAREM ET À NOOR SHAMS

La violence israélienne se poursuit sans relâche dans la ville de Tulkarem et son camp de réfugiés, ainsi que dans le camp de réfugiés de Noor Shams, marquant hier, le 69ème jour consécutif de l'offensive dans Tulkarem et le 56ème jour de l'agression contre Noor Shams. Depuis le début de ces attaques, la ville et ses habitants vivent sous un état de siège brutal. Les forces israéliennes ont intensifié leur présence militaire dans ces zones, multipliant les incursions dans les mai-



sons et recourant aux bombes assourdissantes pour semer la terreur. Des témoins rapportent qu'elles se trouvent constamment aux entrées des maisons dans les camps de réfugiés, renforçant la pression sur la population locale. Le camp de réfugiés de Noor Shams a été particulièrement touché, où des bombardements ont secoué la zone, accompagnés d'incursions au sol par des soldats israéliens. Dans le quartier de l'abattoir, des bruits de destruction ont été entendus à l'intérieur des maisons, et une grue militaire de type "D10" a été observée se dirigeant vers la Montagne de Nasr, suscitant de vives inquiétudes quant à de possibles opérations de démolition des habitations. Les forces israéliennes se sont également déployées autour du cimetière de Noor Shams, ajoutant à la confusion et à la peur. Parallèlement, la nuit dernière, une nouvelle offensive a eu lieu sur le camp de Tulkarem, marquée par l'utilisation de bombes assourdissantes dans la zone de l'aéroport. Ce raid fait partie d'une escalade continue qui a complètement vidé le camp de sa population, après la destruction totale de son infrastructure. Des dizaines de maisons ont été incendiées, démolies, ou sim-

plement abandonnées sous la pression des forces d'occupation. Dans la ville de Tulkarem, les attaques se poursuivent également avec des barrages militaires aériens sur la rue Naplouse, et la prise de maisons et bâtiments résidentiels dans le quartier nord. Plusieurs de ces bâtiments ont été transformés en casernes militaires, au grand désespoir des familles qui ont été contraintes de fuir leurs domiciles.

DES VIES BRISÉES : 13 MORTS ET PLUS DE 4000 FAMILLES DÉPLACÉES

L'offensive israélienne a entraîné la mort de 13 civils, dont un enfant et deux femmes, dont l'une était enceinte de huit mois. En outre, des dizaines de Palestiniens ont été blessés et des dizaines d'autres ont été arrêtés. L'escalade a aussi forcé plus de 4000 familles à fuir les camps de Tulkarem et Noor Shams, tandis que d'autres familles, du quartier nord de la ville, ont été déplacées après la saisie de leurs maisons par les forces israéliennes. Les actions israéliennes dans ces régions ont été largement critiquées par la communauté internationale, qui dénonce des violations flagrantes du droit international humanitaire, notamment

en ce qui concerne la protection des civils et des enfants. Dans le même temps, la violence contre les enfants palestiniens continue de s'intensifier. Ayed Abu Qatish, directeur du programme de responsabilisation du Mouvement mondial pour la défense des enfants, a publié un communiqué en cette Journée de l'enfant palestinien, soulignant les violations inacceptables que subissent les enfants sous occupation israélienne. Depuis le début de l'agression israélienne le 7 octobre 2023, près de 200 enfants ont été tués en Cisjordanie et des centaines d'autres ont été blessés, emprisonnés ou torturés. Abu Qatish a mis en lumière la réalité tragique des enfants à Gaza, où les lois internationales censées protéger les droits des enfants, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant, ont été ignorées. « Les droits des enfants de Gaza ont été anéantis, leur droit à la vie, à l'éducation, à la santé... », a-t-il déclaré. Selon lui, les conventions internationales sont devenues des "mots vides", tandis que les crimes israéliens contre les enfants palestiniens se poursuivent sans que des mesures concrètes ne soient prises pour mettre fin à ces atrocités.

M. Seghilani

YÉMEN

De nouveaux raids américains

L'aviation de l'agression américaine a mené deux frappes aériennes sur la région de Kahlan, à l'est de la ville de Saâda, dans le nord du Yémen, dans une nouvelle escalade de l'agression américaine contre le pays. Dans un autre développement, le porte-parole du ministère de la Santé yéménite, Anis Al-Asbahi, a annoncé que les frappes américaines depuis la mi-mars avaient fait 92 martyrs et 165 blessés parmi les civils. Depuis le début de l'opération de soutien yéménite à Gaza, les statistiques montrent que l'agression tripartite américaine-britannique-israélienne contre le Yémen a causé la mort et les blessures de 964 civils, dont 250 martyrs. Ce bilan concerne la période jusqu'au 1er avril dernier. Dans ce contexte, les États-Unis poursuivent leur agression contre le Yémen dans une tentative désespérée de faire pression sur Sanâa et de l'obliger à arrêter son soutien à Gaza. Malgré l'agression et la montée du nombre de martyrs, les forces armées yéménites continuent leurs opérations militaires contre les objectifs israéliens en Palestine occupée, y compris en visant le porte-avions américain "Truman" et les navires de guerre ennemis en mer Rouge. Elles poursuivent également la fermeture des voies de navigation israéliennes et américaines dans les zones maritimes délimitées entre la mer Rouge, la mer d'Arabie, le détroit de Bab el-Mandeb et le golfe d'Aden. De son côté, le chef d'Ansar Allah, Abdel Malik al-Houthi, a déclaré vendredi que l'agression américaine contre le Yémen "est en escalade, mais elle a échoué et n'a pas affecté nos capacités militaires". Il a ajouté que les forces armées yéménites avaient abattu, depuis le début de la campagne de soutien, 17 avions américains de type MQ9, soulignant que cet accomplissement était "sans précédent". Dans une autre escalade, les forces armées yéménites ont annoncé avoir mené une opération militaire contre un objectif militaire israélien à Yafa (Tel Aviv) en utilisant un drone de type "Yafa". Elles ont également confirmé avoir abattu un avion de reconnaissance américano-israélien dans l'espace aérien de la province de Saâda à l'aide d'un missile sol-air fabriqué localement. Les forces armées yéménites ont indiqué, dans leur communiqué, qu'elles poursuivront leur soutien au peuple palestinien et à sa résistance contre l'agression israélienne, soulignant que les crimes commis à Gaza pourraient être le prélude à des attaques dans d'autres villes et capitales arabes et musulmanes.

M.S.

MARCHE PACIFIQUE ANTI-COLONISATION

Répression féroce

Chaque vendredi, depuis juillet 2011, le village de Kafr Qaddoum, situé à l'est de Qalqilya au nord de la Cisjordanie occupée, devient le théâtre d'une résistance pacifique contre l'occupation israélienne. Une marche hebdomadaire qui, bien que pacifique, fait face à une répression violente de la part des forces de l'armée sioniste. Comme chaque semaine, les habitants de Kafr Qaddoum, accompagnés de nombreux activistes palestiniens et internationaux, ont défilé dans les rues de leur village pour protester contre l'occupation coloniale et la fermeture de leur route principale par l'armée israélienne. Mais, comme à l'accoutumée, la réponse de l'armée israélienne n'a pas tardé : des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes toxiques ont été lancés contre les manifestants, qui ont dénoncé les crimes de l'occupation, notamment l'extension des colonies israéliennes et la confiscation des terres palestiniennes. Depuis maintenant 14 ans, les habitants de Kafr Qaddoum s'opposent pacifiquement à la colonisation et à la fermeture de la route principale du village, un axe vital qui a été fermé par l'armée israélienne en 2003 dans le cadre de sa politique de restriction des mouvements et d'isolement des populations palestiniennes. Cette action

fait partie d'un plan plus vaste visant à renforcer les colonies israéliennes, qui se multiplient à travers la Cisjordanie occupée, au détriment des terres palestiniennes. Malgré les tentatives de répression et d'intimidation, les habitants du village ont persévéré, organisant chaque vendredi une marche pacifique. Leur objectif est clair : exiger la réouverture de leur route, une revendication symbolique et essentielle qui représente leur droit fondamental à la liberté de circulation et à la vie dans une région de plus en plus assiégée par la colonisation israélienne. La fermeture de la route, qui permettait autrefois de relier Kafr Qaddoum aux villes voisines, a exacerbé l'isolement de ce village de près de 3 500 habitants, entravant leur accès aux soins de santé, à l'éducation et à d'autres services essentiels. Le village de Kafr Qaddoum n'est qu'un des nombreux exemples de la brutalité de l'occupation israélienne à travers la Cisjordanie. Chaque manifestation est réprimée avec violence par l'armée israélienne, qui n'hésite pas à utiliser des armes de guerre contre des civils pacifiques. Les grenades assourdissantes, utilisées pour disperser les manifestants, sont un moyen classique de répression, mais les gaz lacrymogènes, souvent de type toxique, constituent

une menace immédiate pour la santé des manifestants, en particulier pour les enfants et les personnes âgées. Les témoignages des manifestants font état de scènes de violence inouïe. Des centaines de soldats israéliens envahissent les rues de Kafr Qaddoum chaque semaine, formant un cordon autour des manifestants pour les empêcher d'avancer. Dans de nombreux cas, des blessés ont été dénombrés, en particulier parmi les jeunes hommes qui se retrouvent souvent en première ligne de la protestation. Au-delà de la fermeture de la route de Kafr Qaddoum, cette marche hebdomadaire symbolise le refus palestinien de l'occupation coloniale qui dure depuis plus de 70 ans. À travers cette action pacifique, les habitants de Kafr Qaddoum rappellent au monde entier l'illégalité des colonies israéliennes et la manière dont l'occupation sioniste empêche les Palestiniens de mener une vie normale. Les marches de Kafr Qaddoum s'inscrivent également dans un contexte plus large de résistance populaire en Cisjordanie occupée. Des manifestations similaires ont eu lieu dans d'autres villages, tels que Ni'lin et Bill'in, qui ont vu leurs terres occupées et leurs droits bafoués. Ces luttes pacifiques, bien qu'ayant rencontré une répression sévère, illustrent

l'engagement indéfectible du peuple palestinien à défendre ses droits et ses terres face à l'agression israélienne. Malgré la répression féroce et la violence déployée par l'armée israélienne, la communauté internationale demeure largement silencieuse face aux violations des droits de l'Homme qui se déroulent chaque semaine en Cisjordanie occupée. Le droit à la libre circulation, à la protestation pacifique, et à la protection contre les violences militaires devraient être protégés par le droit international, mais la réalité sur le terrain semble tout autre. Les habitants de Kafr Qaddoum, à travers leur résistance pacifique, continuent d'envoyer un message clair : la colonisation doit cesser, les terres palestiniennes doivent être libérées, et les droits des Palestiniens doivent être respectés. Leur lutte est un exemple de la résilience du peuple palestinien, un peuple déterminé à défendre ses droits, même face à la brutalité d'une occupation qui dure depuis trop de décennies. Les marches de Kafr Qaddoum, loin d'être des événements isolés, rappellent au monde entier que la lutte pour la justice et la liberté en Palestine n'est pas encore terminée, et que chaque victoire, aussi petite soit-elle, est un pas de plus vers la fin de l'occupation.

M.S.

LE PRÉSIDENT OUGANDAIS SUR SA VISITE AU SOUDAN DU SUD

« Nous avons abordé des questions clés »

Le président ougandais Yoweri Museveni a terminé vendredi une visite de deux jours au Soudan du Sud visant à renforcer les relations bilatérales et à apaiser les tensions politiques au Soudan du Sud.



Museveni, arrivé jeudi à Juba, la capitale du Soudan du Sud, s'est entretenu avec son homologue sud-soudanais Salva Kiir pour aborder l'évolution politique et sécuritaire actuelle dans le pays et dans toute la région, a indiqué la présidence dans un communiqué publié vendredi à Juba. La présidence a déclaré qu'au cours de la visite, Museveni s'est entretenu avec divers partis politiques, notamment des représentants du Mouvement populaire de libération du Soudan dans l'opposition (SPLM-IO), pour contribuer à renforcer l'unité politique. « Cette réunion visait à promouvoir le dialogue et la coopération entre les factions sud-soudanaises, ce qui est essentiel pour le cheminement continu du pays vers la stabilité », indique le communiqué. Il a déclaré que le dirigeant ougandais, reconnu pour avoir négocié l'accord de paix de 2018 au Soudan du Sud qui a mis fin à une guerre civile et formé l'actuel gouvernement d'unité, s'est réuni avec les signataires de l'accord de paix pour évaluer l'état actuel de sa mise en œuvre. Dans une publication sur le réseau social X, Museveni a déclaré avoir eu de bonnes discussions avec Kiir. «

Nous avons abordé des questions clés telles que la paix, la sécurité et le contexte socio-économique, notamment la manière d'harmoniser nos politiques commerciales et de renforcer les échanges transfrontaliers entre nos deux pays », a-t-il ajouté. Le ministre des Affaires étrangères du Soudan du Sud, Ramadan Mohammed Abdallah Goc, a qualifié la visite de « réussie », soulignant les résultats positifs des discussions. Cette visite intervient dans un contexte de tensions politiques croissantes au Soudan du Sud après que le premier vice-président Riek Machar a été placé en résidence surveillée, ce qui a déclenché des violences dans certaines régions du pays. Des sources ont indiqué que la visite de Museveni visait à renforcer les efforts de médiation en cours de l'Union africaine et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, un bloc d'Afrique de l'Est, pour aider à désamorcer les tensions politiques au Soudan du Sud. La visite de Museveni fait suite à une mission de Raila Odinga, l'envoyé spécial du

Kenya au Soudan du Sud, qui s'est entretenu avec Kiir à Juba la semaine dernière

LE FNUAP (ONU) APPELLE TOUS LES DIRIGEANTS POLITIQUES DU SOUDAN DU SUD « À DONNER LA PRIORITÉ À LA PAIX, À LA STABILITÉ »

Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) a appelé tous les dirigeants politiques du Soudan du Sud à donner la priorité à la paix, à la stabilité et au bien-être des personnes ayant besoin d'une aide humanitaire dans un contexte de tensions politiques croissantes dans le pays. L'instabilité actuelle menace de faire dérailler la réponse humanitaire, rendant encore plus difficile la fourniture de services essentiels à ceux qui en ont besoin, a déclaré le FNUAP dans un communiqué publié à Juba, la capitale du Soudan du Sud, vendredi soir. « Plus des deux tiers de la population dépendent désormais de l'aide humanitaire, tandis que le financement des services essentiels s'épuise », a déclaré l'agence onusienne. Cette

déclaration intervient dans un contexte de tensions politiques croissantes dans le pays après que le premier vice-président du Soudan du Sud, Riek Machar, a été placé en résidence surveillée et que ses alliés ont été placés en détention. Le gouvernement a accusé Machar, qui a signé l'accord de paix de 2018 avec le président Salva Kiir qui a mis fin à une guerre civile de cinq ans, de planifier une rébellion, une affirmation que les alliés de Machar ont niée. « L'escalade des tensions aggrave encore davantage une crise humanitaire déjà désastreuse au Soudan du Sud, où les communautés sont confrontées à un accès limité ou inexistant aux services de santé essentiels, notamment aux soins de santé maternelle, sexuelle et reproductive, ainsi qu'à une insécurité alimentaire généralisée et à des déplacements massifs », a-t-il déclaré. Avec plus de 9,3 millions de personnes ayant besoin d'aide humanitaire, dont 2,4 millions de femmes en âge de procréer, la vie, la santé et la dignité des femmes et des filles sont en jeu, a déclaré l'UNFPA. Il a appelé tous les acteurs à faciliter un accès humanitaire sans entrave, permettant ainsi aux partenaires de fournir l'aide indispensable. « La communauté internationale doit également intensifier son soutien au Soudan du Sud, en renforçant les efforts humanitaires et en veillant à ce que les ressources parviennent aux populations les plus vulnérables », a déclaré l'UNFPA.

R. I.

DEUXIÈME PLUS GRAND PRODUCTEUR DE CUIVRE D'AFRIQUE La Zambie prévoit une production de 1 million de tonnes en 2025

La Zambie, deuxième plus grand producteur de cuivre d'Afrique, estime que sa production de cuivre devrait atteindre 1 million de tonnes cette année, contre 820.676 tonnes en 2024, a annoncé vendredi un haut responsable. Le ministre des Finances et du Plan, Situmbeko Musokotwane, a attribué cette progression attendue à l'agrandissement des mines existantes, à la réactivation d'anciennes mines, et à l'établissement de nouvelles mines. « Par la suite, la production augmentera d'année en année jusqu'à atteindre l'objectif de trois millions de tonnes », a-t-il indiqué dans un communiqué. Selon le ministre, au total six milliards de dollars doivent être investis dans le secteur pour s'assurer que l'objectif de trois millions de tonnes par an soit réalisé. Cette croissance de la production du secteur minier zambien devrait générer davantage d'emplois, d'opportunités économiques, de recettes en devises et de recettes publiques, et à une augmentation du niveau de vie, a-t-il indiqué. Par ailleurs, la croissance économique de 4% enregistrée en 2024 malgré l'impact négatif de la sécheresse montre que les réformes économiques actuellement menées portent des fruits positifs, a fait valoir le ministre.

R. I.

LUTTE ARMÉE DE LIBÉRATION DU PEUPLE SAHRAOUI

Des positions des forces d'occupation marocaines ciblées dans le secteur d'El Guelta

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont ciblé des positions militaires des forces d'occupation marocaines dans le secteur d'El Guelta, a indiqué la Direction centrale du Commissariat politique de l'Armée sahraouie dans un communiqué militaire. Des unités avancées de l'Armée de libération sahraouie ont ciblé, vendredi, par d'intenses bombardements un poste de commandement dans le secteur d'El Guelta et des positions des forces royales ennemies dans la région de Taourta dans le même secteur, selon le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS). L'Armée populaire de libération sahraouie poursuit ses opérations militaires contre les positions des forces d'occupation marocaines, leur infligeant de lourdes pertes humaines et matérielles, a conclu le communiqué.

R. I.

L'EXÉCUTIF NAMIBIEN SUR LES NOUVEAUX TARIFS DOUANIERS

« Ils compromettent les engagements pris dans le cadre de la Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA) »

Le gouvernement namibien a exprimé son inquiétude face aux nouveaux tarifs douaniers imposés par les États-Unis, avertissant que cette mesure a provoqué des « turbulences dans le commerce mondial » et pourrait avoir un impact injuste sur les exportations du pays. « Le gouvernement de la République de Namibie a pris note du récent tarif réciproque imposé par le gouvernement américain aux pays africains, qui comprend des tarifs de 21 % sur la Namibie », a déclaré le ministère des Relations internationales et du Commerce dans un communiqué. « La décision de l'administration américaine a créé des turbulences dans le commerce mondial, ce qui compromet les engagements pris dans le cadre de la Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA) », a déclaré le ministère. « Malheureusement, cette mesure

pourrait créer des conditions de marché inéquitables pour les produits namubiens, qui pourraient ainsi concurrencer équitablement le marché américain. » L'AGOA est un accord commercial non réciproque visant à soutenir le développement des pays africains grâce à un accès préférentiel aux marchés américains. En réponse aux tarifs douaniers américains, le ministère a précisé que les droits ne sont pas appliqués selon le principe de la nation la plus favorisée, mais sont plutôt calculés sur la base du déficit commercial des États-Unis avec chaque pays par rapport à la valeur totale des importations de tous les partenaires commerciaux. Pour évaluer l'impact total des tarifs américains, le ministère a déclaré qu'il engagerait les parties prenantes concernées pour déterminer l'étendue des effets, ajoutant que diverses stratégies sont à

l'étude pour atténuer l'impact, bien que les détails ne puissent pas être divulgués à ce stade. Le ministère a également averti que les nouveaux tarifs imposés pourraient réduire la compétitivité des produits de bœuf et de pois-

son namubiens sur le marché américain, réduisant potentiellement la demande et les volumes de ventes en raison des augmentations de prix entraînés par les droits supplémentaires.

R. I.

TANZANIE

« Les élections générales se dérouleront comme prévu par la constitution » selon un responsable

Les élections générales en Tanzanie prévues octobre prochain « se dérouleront conformément à la constitution du pays », a déclaré un haut responsable du parti au pouvoir Chama Cha Mapinduzi (CCM). « Personne n'a les moyens d'empêcher la tenue des élections générales », a déclaré le secrétaire général du CCM, Emmanuel Nchimbi, lorsqu'il s'est adressé aux journalistes à Songea, dans la région de Ruvuma. Nchimbi, qui est également le colistier de la présidente Samia Suluhu Hassan à l'élection présidentielle, a répondu à une campagne baptisée « Pas de réformes, pas d'élections » lancée par le principal parti d'opposition Chama Cha Demokrasia na Maendeleo (CHADEMA). « Notre pays organise des élections générales tous les cinq ans. Person-

ne ne peut empêcher cet exercice démocratique, pas même le président de la République unie de Tanzanie, le vice-président et le Premier ministre, car cela est prévu par notre constitution », a déclaré Nchimbi. À la fin de l'année dernière, le CHADEMA a lancé une campagne basée sur son slogan « Pas de réformes, pas d'élections », appelant à des changements majeurs dans le système électoral. Selon le président du CHADEMA, Tundu Lissu, la Commission électorale doit être réformée et les fonctionnaires nommés par le président ne devraient pas faire partie de la commission. Les Tanzaniens s'apprêtent à voter pour les conseillers, les membres du parlement et le président lors des élections générales prévues octobre prochain.

R. I.

CHLEF. ÉDUCATION

Intégration de plus de 2400 enseignants contractuels

Plus de 2400 enseignants contractuels (tous cycles confondus) ont bénéficié d'une intégration dans leurs postes, à Chlef, dans le cadre de la mise en œuvre de la décision d'intégration approuvée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors du Conseil des ministres du 23 mars dernier, a-t-on appris, jeudi, de la direction locale de l'Éducation.

Cette opération d'intégration a profité à 2415 enseignants, dont 1609 relevant du cycle primaire, principalement dans les matières éducation physique et l'anglais.

À cela s'ajoutent 607 enseignants du cycle moyen et 199 autres du cycle secondaire. Les services de la direction de l'éducation, en coordination avec les établissements éducatifs, s'attellent à la régularisation des dossiers des enseignants concernés et à l'achèvement des procédures juridiques et administratives relatives à cette décision d'intégration, qui permettra d'améliorer les conditions des enseignants de manière à impacter positivement sur la qualité de l'enseignement et du système éducatif en général, a ajouté la même source. À noter le renforcement, dernièrement, du secteur de l'éducation à Chlef par l'ouverture d'un CEM baptisé du nom du



Chahid Kamel Tahar dans la commune d'Oued Sly, dans l'attente de la réception de trois (3) autres projets éducatifs à la prochaine rentrée scolaire.

À savoir un lycée de remplacement à Oued Sly, une école primaire à la cité Bensouna et un CEM au quartier Kefafsa de la commune de Chlef.

MOSTAGANEM. DÉVELOPPEMENT

Des projets d'une valeur de 400 millions DA pour la daïra de Aïn Tedlès

Les quatre communes de la daïra de Aïn Tedlès, au sud de la wilaya de Mostaganem, ont bénéficié de 30 nouvelles opérations de développement d'une valeur totale de 400 millions dinars, a-t-on appris, jeudi, des services de la wilaya. Selon la même source, ces opérations, qui concernent les communes d'Aïn Tedlès, Sour, Oued El-Kheir et Sidi Belattar (daïra d'Aïn Tedlès), s'inscrivent dans le cadre du programme de soutien au développement social et économique des communes (anciennement programme communal de développement-PCD) au titre de l'exercice financier. Dans ce contexte, la commune de Aïn Tedlès a reçu la part du lion, avec 8 opérations d'un coût total de 117 millions dinars, a-t-on précisé de même source. Ces opérations comprennent l'ouverture de pistes et la réalisation

de routes dans 10 villages, l'aménagement des entrées des villages d'El-Khedaïchia et Ouled Medjahri, la réalisation d'une route, l'extension du réseau d'assainissement et de l'éclairage public dans la ville de Sidi Ali, ainsi qu'une cantine scolaire et un terrain de sport dans l'agglomération secondaire de Chellailia, a-t-on ajouté. Quant à la commune de Sour, elle a bénéficié de 7 opérations portant sur la réalisation de pistes et de routes dans 9 localités sur une distance cumulée de 9 kilomètres, notamment à Ouled Bouras, Ouled Hamdane, Sidi Abdelaziz et El-Menanda, en plus du renforcement du réseau d'éclairage public dans toutes les localités de la commune, a précisé la même source. Le programme de développement social et économique pour la commune voisine

d'Oued El-Kheir inclut des opérations similaires d'une valeur de 82 millions DA, visant principalement l'aménagement de cours de 8 écoles primaires, la réhabilitation et la réalisation de trois terrains de sport, la rénovation du réseau d'assainissement au centre de la commune, parallèlement à l'aménagement des routes dans 3 villages et la réalisation du réseau d'éclairage public dans 5 autres localités. Enfin, la commune de Sidi Belattar a bénéficié de 6 nouvelles opérations d'une valeur de 101 millions de dinars, comprenant l'ouverture de postes et de routes dans les villages de El-Mezarâa, El-Ghouala, Ouled Safi, Sidi-Amar et Ouled Belekhal, ainsi que la réalisation du réseau d'éclairage public dans tous les villages, a-t-on indiqué.

MASCARA. SONELGAZ

Plus de 1 000 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité

Un total de 1.077 exploitations agricoles a été raccordé au réseau électrique dans la wilaya de Mascara, depuis mars 2024, selon la direction de la Société de distribution de l'électricité et du Gaz de l'Ouest (Sonelgaz). Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre du programme national de raccordement des exploitations agricoles à cette source d'énergie, a permis la réalisation de plus de 490 kilomètres de réseau électrique, a fait savoir la même source. D'autre part, la mise en service du raccordement de huit exploitations agricoles restantes à l'électricité "est prévue dans un avenir proche", a souligné la même source, qui a ajouté que le programme de raccordement des exploitations agricoles au réseau électrique touche à sa

fin, avec un taux d'avancement évalué actuellement à 98%. Il est à noter que les services de la direction de Sonelgaz, en collaboration avec la direction des Services agricoles (DSA) de la wilaya de Mascara, recensent au total 1.085 exploitations agricoles concernées par cette opération de raccordement au réseau électrique. La direction de Sonelgaz a également révélé qu'elle prévoit prochainement des sorties sur le terrain en coordination avec la DSA et la Chambre d'agriculture de la wilaya, "afin de recenser le nombre d'exploitations agricoles dans la région nécessitant un raccordement à l'électricité". Ces sorties visent également à établir un programme complémentaire de raccordement des exploitations agricoles à l'électricité.

MÉDÉA. EPH D'AÏN-BOUCIF Des consultations en gynécologie-obstétrique assurées par des spécialistes bénévoles

L'établissement hospitalier public (EPH) d'Aïn-Boucif, au sud de Médéa, a entamé jeudi, des consultations médicales en gynécologie-obstétrique avec le concours de médecins et chirurgiens bénévoles issus d'associations médicales caritatives nationales, a-t-on appris auprès de cet établissement hospitalier. Le programme de consultations médicales assuré par ces médecins bénévoles s'étend jusqu'au 15 avril courant et permettra aux patientes présentant des problèmes gynéco-obstétriques de se faire consulter, de disposer d'une prise en charge adéquate et bénéficier également des moyens techniques modernes dont dispose l'hôpital, a-t-on fait savoir. Selon la même source, les consultations concerneront les problèmes de gynéco-obstétrique, la reproduction et l'infertilité, et seront suivies par l'élaboration d'un planning des interventions chirurgicales qui vont être programmées pour les semaines à venir, avec le concours d'une équipe de chirurgiens spécialisés dans ce domaine, a-t-on ajouté. L'organisation de cette opération vise à assurer aux citoyennes une prise en charge médicale spécialisée, appropriée et de qualité, de mettre à leur disposition les moyens techniques et les compétences médicales de l'EPH et des chirurgiens qui vont réaliser les interventions chirurgicales qu'abritera prochainement l'hôpital d'Aïn-Boucif, a-t-on signalé. Pour rappel, l'EPH d'Aïn-Boucif a abrité en mars dernier, des journées médico-chirurgicales en Oto-Rhino-Laryngologie (ORL) et en pédiatrie durant lesquelles pas moins de 170 interventions chirurgicales en ORL, pour enfants et adultes, ont été effectuées en collaboration avec une équipe chirurgicale de l'association caritative "Tagemi" de la wilaya de Ghardaïa.

TOUGGOURT. ITSFA

Un riche programme de formations pour les agriculteurs au cours du mois d'avril

L'Institut technologique spécialisé de formation agricole (ITSFA) de Sidi Mahdi, situé dans la commune de Nezla, (Sud-est de Touggourt), a élaboré un riche programme de formations au profit des agriculteurs pour le mois en cours, a-t-on appris jeudi de cet établissement pédagogique. Il s'agit d'une série de sessions de formation prévues du 6 au 29 avril courant, combinant cours théoriques et ateliers pratiques, qui porteront sur des thèmes scientifiques et techniques liés au développement de l'agriculture saharienne, et ce dans le but d'améliorer les compétences des agriculteurs locaux, a-t-on souligné. Parmi les thèmes à aborder figurent les méthodes d'utilisation de l'eau dans la culture du maïs en grain et des plantes oléagineuses, la fabrication de produits fermiers traditionnels, les techniques de lutte contre les ravageurs affectant le palmier dattier, ainsi que les projets innovants dans le secteur agricole. Une attention particulière sera également accordée à la promotion de la production agroalimentaire et à ses perspectives économiques, a ajouté la même source. Encadrées par des agronomes et spécialistes, ces formations s'inscrivent dans le plan de l'ITSFA visant à renforcer les compétences professionnelles et à apporter un soutien technique aux agriculteurs et producteurs du Sud-est du pays, a-t-on indiqué.

NÂAMA. DSA

Attribution de 100 hectares pour la culture du tournesol

Une superficie agricole de 100 hectares a été attribuée à la culture du tournesol dans la wilaya de Nâama, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA). Cette superficie destinée à ce type de culture stratégique, qui sera bientôt exploitée par les agriculteurs, est répartie sur les communes de Sfisifa, Aïn Sefra, Tiout, El-Bayadh et Moghrar, a précisé le directeur du secteur, Cherouine Boudjemâa. Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme national du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, visant à augmenter la superficie dédiée aux cultures principales (céréales, maïs, plantes oléagineuses et légumineuses). Le produit du tournesol sera utilisé pour la production d'huile de table, a ajouté le même responsable. À ce jour, environ 15 agriculteurs ont exprimé leur souhait de participer à ce programme agricole national dans la wilaya de Nâama, avec des superficies allant de 1 à 5 hectares qui leur seront attribuées. Actuellement, des contrats de performance sont en cours de signature avec ces agriculteurs, selon la même source. Dans le cadre du suivi de cette opération, la direction des services agricoles a lancé une vaste campagne de sensibilisation et d'accompagnement technique, sous la supervision des instituts techniques spécialisés, afin de former les agriculteurs aux méthodes de culture de cette plante et de les informer sur les mesures incitatives mises en place, telles que les subventions financières de l'État pour les producteurs, ainsi que l'accompagnement pour la fourniture des semences, la commercialisation de leurs produits et leur orientation vers l'industrie de transformation.

BLIDA. DSA

Des campagnes de sensibilisation pour encourager la culture du colza

Des campagnes de sensibilisation ont été lancées, récemment, par la direction des services agricoles (DSA) de Blida en direction des agriculteurs en vue de les encourager à adhérer au programme national de culture du colza, à l'occasion du lancement de la campagne de culture de cette plante oléagineuse, a-t-on appris, jeudi, auprès de cette direction.



Il s'agit de l'organisation, dans le cadre du lancement de la campagne de culture du colza, un oléagineux sur lequel l'Algérie mise beaucoup pour réduire ses importations d'huiles végétales, de visites de terrain et de rencontres de sensibilisation avec les agriculteurs des unités de production et autres particuliers, pour les inciter à la culture du colza, tout en les informant sur les mesures d'accompagnement mises en place par l'Etat en la matière, a indiqué à l'APS, Hadjira Maghribi, cadre à la DSA. L'opération consiste, a-t-elle ajouté, à assurer aux agriculteurs un accompagnement et un suivi de l'itinéraire technique de cette culture jusqu'à la récolte, parallèlement à la mise

à leur disposition de tous les moyens matériels nécessaires, dont les dispositifs d'irrigation. Elle a, également, souligné l'affectation à leur profit d'une subvention financière, fixée à 3.000 DA pour chaque quintal du produit (colza), au même titre qu'aux transformateurs et opérateurs économiques qui bénéficieront d'une subvention de 900 DA/qx pour le transporteur du produit, et de 500 DA/qx pour l'opérateur qui transformera le produit en huile végétale. Outre cette aide financière, l'agriculteur peut également vendre son produit à l'opérateur économique au prix du marché mondial, de manière à réaliser des gains. Après avoir exprimé son souhait de voir le plus grand nombre possible d'agriculteurs et d'unités de production privées adhérer à ce programme,

Mme Maghribi a informé que trois unités de production se sont lancées, dernièrement, dans ce type de cultures. Elle assure que la culture de cet oléagineux est de nature à contribuer à la réduction de la facture d'importation des huiles brutes et des matières premières exploitées dans l'alimentation animale.

10 NOUVEAUX DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES POUR LE SECTEUR DE LA POSTE

Dans un autre registre, la wilaya de Blida a bénéficié de 10 nouveaux distributeurs automatiques de billets, actuellement en cours d'installation au niveau des bureaux postaux de plusieurs communes, a-t-on appris de la direction locale de la poste et des télécommunications. L'af-

fectation de ces 10 distributeurs, actuellement en cours d'installation au niveau d'un nombre de centres postaux, dont le centre Kheddami à Chelbi, s'inscrit dans le cadre de l'opération d'installation de 600 distributeurs automatiques de billets (DAB) à travers le pays, à l'initiative du ministère de tutelle, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Mohamed Lamine Benzine. Il a souligné la hausse du nombre de DAB à Blida, qui est passé de 39 à 47 durant ces cinq (5) dernières années, avant d'être porté à 57 distributeurs, grâce à cette nouvelle opération. Le même responsable a également fait part de la programmation à la réalisation d'un guichet automatique bancaire (GAB) dans la commune de Meftah à l'extrême -Est de Blida, qui s'ajoutera à deux (2) autres GAB actuellement opérationnels dans la wilaya. Le premier au siège de la direction de wilaya de la poste et télécommunications, doté de cinq (5) DAB, et le 2e à Amroussa (Bouinane), équipé de trois (3) distributeurs fonctionnant H24/24. Ces nouveaux équipements s'inscrivent dans le cadre de la modernisation des services postaux et financiers, à travers notamment l'installation de systèmes de caméras de surveillance et d'archivage électronique et le lancement de services en ligne, entre autres, selon M. Benzine.

TIMIMOUN. FONCIER INDUSTRIEL

Six hectares retenus pour la promotion de l'investissement

Une superficie de six (6) hectares (ha) devant servir d'assiettes aux projets d'investissement a été mise à la disposition des promoteurs désirant monter leurs entités économiques dans la wilaya de Timimoun, dans le cadre de la promotion de l'investissement, a-t-on appris jeudi des responsables du guichet unique local de l'investissement. Faisant partie de terrains récupérés dans le cadre de l'assainissement foncier, une opération qui se poursuit toujours, cette superficie, proposée via la plateforme numérique de l'investissement, comprend six assiettes localisées au niveau des communes de Timimoun, Ougrout et Deldoul, et devant accueillir des projets de traitement et de transformation de dattes, d'abattoirs industriels, de stations services et d'unités

de fabrication de granite et carrelages, a détaillé le directeur du guichet unique, Abdelmadjid El-Fedda. Le même responsable a fait savoir que des assiettes foncières délimitées à travers le territoire de la wilaya sont proposées, via une plateforme numérique de l'investissement, aux porteurs de projets qui bénéficieront également de facilités et d'avantages d'accompagnement jusqu'à la concrétisation de leurs projets. Ce support numérique pour la promotion de l'investissement s'inscrit au titre des efforts de l'Etat visant la promotion des projets d'investissement créateurs de richesses et d'emplois au niveau des jeunes wilayas en quête de projets de développement multisectoriels pour contribuer à l'impulsion de la dynamique économique locale et nationale, a

noté M. El-Fedda. L'examen et le traitement des dossiers des porteurs de projets s'effectuent selon les critères du guichet unique, et une réponse est apportée aux investisseurs dans un délai de 15 jours, a-t-il souligné. Le wali de Timimoun, Souana Benamar, a indiqué, lors d'une récente rencontre avec les promoteurs, que ces derniers bénéficient de facilités et d'avantages d'accompagnement jusqu'à la concrétisation de leurs projets. La rencontre a permis également d'examiner les contraintes entravant les investisseurs et d'inviter les promoteurs retardataires à lancer leurs projets avant la prise de mesures de résiliation et de récupération du foncier.

SAÏDA. DÉVELOPPEMENT

Lancement de plus de 20 projets à travers plusieurs communes

Vingt-trois projets de développement ont été lancés dans divers secteurs à travers plusieurs communes de la wilaya de Saïda, a-t-on appris, jeudi, auprès des services de la wilaya. Selon la même source, ces projets, lancés le mois dernier par les autorités locales, concernent les communes de Saïda, Hessasna, Aïn Skhoua, Maâmoura, Aïn Soltane, Ouled Brahim, Tirsine et Doui-Tha-

bet. Ils comprennent, notamment, la réalisation de deux centres de proximité de stockage de céréales d'une capacité de 50.000 quintaux chacun, ainsi que cinq structures scolaires, dont deux collèges, une école primaire, deux cantines scolaires, une salle de soins, un bureau de poste, une annexe administrative, un poste de police et un poste de la protection civile, outre un centre foncier, a précisé la

source. Ce programme comprend également la rénovation du collecteur du réseau d'assainissement et la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées (STEP), en plus de la réhabilitation et du revêtement en gazon synthétique de trois stades communaux, a-t-on ajouté de même source. Les projets incluent aussi la création d'une micro zone d'activités au nouveau pôle de Tasselt, le revêtement des

routes dans les agglomérations rurales, ainsi que la réalisation de logements dans les zones d'habitation de Bouchikhi et Sidi Mimoun. Les délais de livraison de ces projets sont compris entre 6 mois et 24 mois et sont supervisés par les directions des Ressources en eau, des Travaux publics, des Equipements publics, de l'Urbanisme, de l'architecture et de la Construction, a-t-on noté.

KHENCHELA. DANS LE CADRE DE LA RÉHABILITATION ET DE L'EXTENSION DU BARRAGE VERT Vers la réalisation de 16 puits artésiens

La réalisation de 16 puits artésiens sera bientôt entamée, dans la wilaya de Khenchela, dans le cadre du programme de réhabilitation et d'extension du barrage vert, a indiqué, jeudi le conservateur des forêts, Bachir Bahri. Les travaux de réalisation et d'équipement de ces puits, prévus dans 5 communes du sud de la wilaya de Khenchela, seront lancés "aussitôt après la finalisation des procédures réglementaires et administratives d'usage", a ajouté le même responsable dans une déclaration à l'APS. Les zones concernées par la construction de ces puits artésiens sont Amra, Taberdga, Zaouia, Taghit, Fridjou, Kachouta, Ouaislane, Hanchir Sania (commune de Chechar), Bouzendak, Hela, Ketba Safra, Lamkharef, Ouangal (Khirane), Tam ersit (El Ouedja), Ain Sfa (Djellal) et Karet (Babar), a précisé M. Bahri. Il sera également réalisé, dans le cadre du même programme, 12 barrages de dérivation des eaux dans les communes de Tamza, de Chechar et de Khirane, en plus de l'aménagement de 8 bassins dans les communes de Djellal, de Khirane, de Chechar et de Tamza, a encore indiqué la même source. L'objectif de ce programme consiste à irriguer les champs agricoles et d'étendre le couvert végétal dans les communes du sud de la wilaya de Khenchela, selon M. Bahri. Selon le conservateur des forêts, ces projets, ainsi que d'autres opérations de boisement, de raccordement d'exploitations agricoles au réseau électrique et de protection de certains végétaux, dans le cadre de la deuxième phase du programme de réhabilitation et d'extension du barrage vert, ont nécessité un investissement public de 2,295 milliards de dinars.

TIARET. COMMUNE

DE GARTOUFA

Raccordement de plus de 140 foyers au gaz naturel

Quelque 143 familles de la commune de Gartoufa (Tiaret) ont récemment bénéficié du raccordement au réseau de gaz naturel, ont indiqué, jeudi, les services de la wilaya. Selon la même source, ce projet a été réalisé en deux mois, avec l'installation de canalisations sur une distance de 2,2 kilomètres et la réalisation de raccordements individuels, pour un coût total de 9,7 millions de DA. Ce projet fait partie d'un programme supervisé par la Direction de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction, visant à aménager ce quartier, qui a été créé dans le cadre des lotissements sociaux (constructions individuelles) et comprend le raccordement aux réseaux souterrains, la réalisation des trottoirs, l'éclairage public et les routes, pour un coût total de 148,6 millions de DA. La même source a précisé que le wali de la wilaya, Saïd Khalil, avait pris connaissance de cette préoccupation des habitants, lors d'une visite en février dernier, et avait donné des instructions aux autorités compétentes pour démarrer la mise en œuvre de ce projet et le mettre en service dans les plus brefs délais.

S
T
R
O
P
S

LIGUE DES CHAMPIONS AFRICAINE
(1/4 DE FINALE RETOUR)

Le Mouloudia y croit

Malgré la défaite concédée à domicile, le Mouloudia d'Alger n'a pas dit son dernier mot. En route vers l'Afrique du Sud, le club doyen veut renverser la vapeur face aux Orlando Pirates pour décrocher une place en demi-finale de la Ligue des champions. Un défi de taille, porté par l'espoir d'une qualification historique.

Déterminé à écrire une nouvelle page de son histoire continentale, le Mouloudia d'Alger a quitté le territoire national dans la nuit de samedi à dimanche. À bord d'un vol spécial affrété par Air Algérie, la délégation algéroise s'est envolée à 3h du matin en direction de Johannesburg, avec une mission claire : inverser le score du match aller et accéder au dernier carré de la prestigieuse compétition africaine.

Le revers subi au stade du 5-Juillet (0-1), mardi dernier, face aux Orlando Pirates a laissé un goût amer, mais il n'a nullement entamé la détermination des Vert et Rouge. Conscients de l'ampleur de la tâche qui les attend en terre sud-africaine, les joueurs et le staff ont intensifié leur préparation tout au long de la semaine. L'entraîneur Khaled Ben Yahia, sous pression, a recentré son discours sur l'engagement mental, la rigueur tactique et la gestion des moments-clés du match.

UN VOYAGE CHARGÉ DE SYMBOLES ET D'ATTENTES

Ce déplacement vers l'Afrique du Sud a également été marqué par une scène forte : celle des supporters mouloudéens venus en nombre à Baba Hamoud, le centre d'entraînement de Zeralda. Acclamant leurs joueurs, chantant pour les



PH. DR.

motiver, ils les ont accompagnés jusqu'à l'aéroport, formant une haie d'honneur empreinte d'émotion et de soutien. Ce moment a renforcé les liens entre l'équipe et ses fans, rappelant que chaque déplacement du Mouloudia est aussi un acte de fidélité envers une histoire centenaire.

Sur le plan sportif, les erreurs du match aller devront impérativement être corrigées. L'inefficacité offensive, point noir de la première manche, a été au cœur des séances d'entraînement. Les attaquants, peu inspirés mardi, savent qu'ils devront se montrer décisifs s'ils veulent faire basculer la rencontre. À l'arrière, la défense

devra résister à la pression du public local et éviter toute approximation.

Le président Hadj Redjem, qui a choisi de faire le déplacement en tant que chef de délégation. L'enjeu de ce match retour dépasse donc le cadre d'un simple quart de finale. Il s'agit d'un test de caractère pour une équipe qui veut démontrer qu'elle peut exister parmi les plus grandes du continent. Le Mouloudia a déjà prouvé dans le passé qu'il pouvait se surpasser dans les moments cruciaux. Cette fois encore, c'est dans l'adversité qu'il devra se forger un destin.

Le coup d'envoi de cette confrontation est prévu mercredi prochain à 16h, heure algérienne. Le stade de Johannesburg s'annonce électrique, mais les Mouloudéens, galvanisés par le soutien populaire et animés par la volonté de marquer l'histoire, ne se présenteront pas en victimes.

Le Mouloudia joue gros, mais il n'est jamais aussi dangereux que lorsqu'il est dos au mur. À Johannesburg, c'est tout un club qui veut croire en l'impossible.

Mohamed Amine Toumiat

NICE

Boudaoui passeur décisif face à Nantes

Battu sur sa pelouse par le FC Nantes (2-1), ce vendredi soir, en ouverture de la 28e journée de la Ligue 1 française, l'OGC Nice a perdu trois précieux points dans la course à une qualification pour la Ligue des champions. Titulaire, Hichem Boudaoui a délivré une passe décisive sur le but niçois.

Le Brésilien Douglas Augusto a ouvert le score

pour les Canaris à la 11e minute de jeu d'un tir de l'extérieur de la surface.

L'égalisation du Gym est intervenue trois minutes plus tard par l'intermédiaire de l'international tunisien Ali Abdi sur une superbe ouverture de Hicham Boudaoui. L'ancien du Paradou délivre sa deuxième offrande de la saison.

Son compatriote Bouanani qui a débuté la ren-

contre sur le banc, est entré en jeu peu après l'entame de la dernière demi-heure.

Le but de la victoire des Nantais a été inscrit par Abline à la 38e minute de jeu.

Quatrième au classement, les Aiglons ratent une belle occasion de rejoindre provisoirement l'AS Monaco à la deuxième place.

AL-GHARAFÀ

Superbe but de Brahimi face à Al-Arabi

Pour le compte de la 20e journée de la Qatar Stars League, la formation d'Al-Gharafa s'est imposée sur la pelouse d'Al-Arabi (3-1), ce vendredi. Décisif, l'international algérien Yacine Brahimi a inscrit son 6e but de la saison.

L'ancien joueur du FC Porto a remis les pendules à l'heure pour les Jaune et Bleu juste avant la pause d'une magnifique frappe enroulée. Avec six buts et sept offrandes, Brahimi est le joueur le plus décisif d'Al-Gharafa cette saison.

Après la pause, Joselu donnera l'avantage à Al-Gharafa à la 76e minute de jeu avant que Saïf Eldeen Hassan ne signe le but du break cinq minutes plus tard.

Au classement, Al-Gharafa consolide sa 3e place avec 5 points d'avance sur le 4e Al Ahli.

OM

Gouiri absent face à Toulouse ?

Absent de l'entraînement ce vendredi, la recrue hivernale en provenance de Rennes Amine Gouiri, inquiète, à quelques heures de défier Toulouse dans un match capital pour la course à la Ligue des Champions. «Comme Bilal Nadir, il est rentré de sélection un peu touché», a évoqué Roberto De Zerbi pour justifier l'absence de l'international algérien. En cas d'absence, c'est Neal Maupay qui devrait le suppléer à la pointe de l'attaque.

Avec quatre buts et trois passes décisives en neuf rencontres de Ligue 1 sous le maillot de l'Olympique de Marseille, Amine Gouiri renait après un passage compliqué du côté de Rennes, ce qui lui a même valu le titre de joueur du mois de février devant Achraf Hakimi et Ousmane Dembélé. En espérant pour l'OM que son absence ne pèse pas trop contre le TFC...

BAYERN MUNICH

Fin de saison pour Jamal Musiala !

Le Bayern Munich perd Jamal Musiala pour environ huit semaines, un coup dur avant les quarts de finale de Ligue des Champions contre l'Inter Milan mais aussi pour le reste de la saison.

Un coup dur pour le Bayern. Jamal Musiala a été victime d'une blessure aux ischio-jambiers lors du match contre Augsburg (3-1), ce qui le contraindra à manquer environ huit semaines de compétition, selon les informations de Sky Sport. Cette blessure survient à un moment crucial pour le Bayern Munich, qui se prépare à affronter l'Inter Milan en quart de finale de la Ligue des Champions. L'absence de Musiala pourrait donc avoir un impact majeur sur les chances du club bavarois dans cette compétition.

Buteur en première mi-temps, Musiala a dû sortir à la



54e minute, remplacé par Thomas Müller, qui a quant à lui, annoncé son départ du club l'été prochain. Dès les premières observations sur la nature de la blessure, Max Eberl, directeur sportif du Bayern, a confirmé que la situation n'était pas rassurante. «La blessure de Jamal Musiala n'est malheureusement pas de bon augure», a-t-il déclaré.

UN RETOUR POUR LA COUPE DU MONDE DES CLUBS ?

Musiala espère ainsi pouvoir revenir en fin de saison, avec l'objectif de participer à une éventuelle finale de la Ligue des Champions ou au Final Four de la Ligue des Nations. Cependant, l'étendue de la blessure doit encore être déterminée. Le milieu offensif du Bayern Munich pourrait revenir plus tard dans la compétition, mais pour le moment, l'équipe devra faire sans lui. La Coupe du Monde des clubs, qui débutera le 14 juin prochain, serait un objectif plus réalisable pour le joueur.

L'absence de Musiala vient alourdir une liste déjà bien fournie de blessés au Bayern, incluant Neuer, Upamecano, Davies, Ito, Coman et Pavlovic. Malgré cette cascade de blessures, Max Eberl refuse de s'en servir comme excuse, affirmant que d'autres joueurs doivent se montrer à la hauteur. Il rappelle que, même sans Musiala, le Bayern reste capable de l'emporter. Réponse mardi prochain face à l'Inter Milan pour déterminer l'avenir immédiat du Bayern et la suite de sa saison.

FC BARCELONE

La prolongation de Yamal bloque

Alors que les négociations pour une prolongation très longue durée de Lamine Yamal au FC Barcelone prennent forme, le nouveau bras de fer entamé avec la Liga change tout.

Ce sont les conséquences des nouveaux déboires économiques du FC Barcelone. Dans la semaine, la Liga a annoncé à travers un communiqué qu'elle invalidait la vente des sièges VIP du Camp Nou intervenue en janvier dernier. Cette transaction devait rapporter 100 M€ aux Blaugranas et leur permettre d'entrer dans les clous du fair-play financier espagnol. Avec cela, le club réalisait enfin la fameuse règle dite du 1:1 (un euro entré dans les caisses, un euro dépensé) et pouvait enregistrer les inscriptions de Dani Olmo et de Pau Victor.

Problème, d'après l'instance, les montants annoncés ne seraient pas les bons, car ils ne correspondent pas aux comptes

présentés. Hier, nouveau coup de tonnerre, le comité supérieur du sport espagnol (CSD) a retoqué la décision de la Liga en affirmant que ce jugement rendu provenait d'une commission jugée incompétente en la matière. L'institution dirigée par Javier Tebas n'a pas attendu pour réagir à son tour, en annonçant qu'elle faisait appel. Pour elle, les licences des deux joueurs cités plus haut se sont arrêtées au 31 décembre 2024.

LA PROLONGATION DE LAMINE YAMAL AU POINT MORT

Le bras de fer est engagé et c'est un nouveau coup que doit encaisser que le FC Barcelone. «C'est une tentative de plus de déstabiliser notre équipe» avait d'ailleurs lâché Joan Laporta lors de sa première réaction dans la semaine. Pour le moment, et en attendant la suite de cette énième procédure judiciaire, Dani Olmo et

Pau Victor sont inscrits et peuvent continuer à jouer mais la règle du 1:1 n'est plus appliquée depuis mercredi et le premier communiqué de la Liga. Autrement dit, le Barça n'a plus les coudées franches pour agir.

Et c'est un vrai problème pour les semaines à venir, car plusieurs prolongations sont sur la table, celles de Wojciech Szczesny, Frenkie de Jong et surtout Lamine Yamal. Ce dernier est toujours lié à son club formateur jusqu'en 2026. Vous l'aurez compris, il y a urgence à agir puisque celui-ci devra être prolongé ou vendu cet été afin qu'il ne parte pas libre dans un an. Or, sans la règle du 1:1, les Culés sont coincés. Ils n'ont plus de marge de manœuvre. Il faut réaliser une vente majeure, surtout que, comme l'explique AS, Jorge Mendes commence à mettre la pression sur la direction, lui qui a déjà reçu plusieurs offres d'autres clubs...

ARSENAL

Le nouveau directeur sportif prêt à se débarrasser de 11 joueurs

Intronisé par les Gunners il y a quelques jours, Andrea Berta, le nouveau patron du mercato d'Arsenal, promet du mouvement l'été prochain. Surtout au niveau des départs.

Le 30 mars dernier, Arsenal mettait la main sur Andrea Berta. Après 12 ans passés à l'Atlético de Madrid, dont presque huit en tant que directeur sportif, l'Italien a donc atterri en Angleterre pour occuper la même fonction chez les Gunners. «Je suis ravi de rejoindre Arsenal dans ce qui est une période extrêmement excitante pour le club. J'ai observé avec grand intérêt la façon dont Arsenal a évolué ces dernières années et j'ai admiré le travail acharné qui a été accompli pour rétablir le club comme une force

majeure du football européen».

Berta le sait, il sera attendu au tournant, car Arsenal affiche encore son incapacité à décrocher un titre en Premier League. Cette saison, les hommes de Mikel Arteta sont deuxièmes du classement, mais pointent à douze longueurs de Liverpool après avoir été battus de peu par Manchester City ces deux dernières années. D'ailleurs, Arteta a récemment confirmé qu'Arsenal se devait d'être ambitieux lors du prochain mercato. «Quand nous allons repartir, nous voulons augmenter la profondeur de l'effectif, la qualité et les compétences dont nous avons besoin pour passer à l'étape suivante.» Une intention qui s'est vérifiée puisque nous vous avons révélé

hier que les Gunners ont rencontré le clan de l'ailier supersonique de l'Athletic, Nico Williams.

LES GUNNERS FONT LE MÉNAGE

Le Suédois Viktor Gyökeres est également pisté, mais pour attirer tous ces gens, il va falloir dégraisser. Attendu au niveau des renforts, Andrea Berta va également devoir se retrouser les manches en ce qui concerne les départs. Le Mirror annonce d'ailleurs que pas moins de onze joueurs pourraient être concernés par ce coup de balai XXL. À commencer par Raheem Sterling. Âgé de 30 ans, l'Anglais n'a pas été très décisif cette saison (1 but, 4 offrandes). Prêté par Chelsea, il devrait retourner à Stam-

ford Bridge. Idem en ce qui concerne le gardien remplaçant Neto (35 ans), bientôt de retour à Bournemouth. Viennent ensuite les stars dont le contrat expirera au 30 juin : Thomas Partey (31 ans), Jorginho (33 ans), Kieran Tierney (27 ans). Le deuxième est désiré par Flamengo, quant au troisième, un retour au Celtic est annoncé. Et ce n'est pas tout.

Le tabloïd anglais précise que la direction londonienne a expressément demandé à son nouveau directeur sportif d'assurer des ventes acceptables si jamais des stars de l'équipe doivent être vendues. En clair, éviter toute situation obligeant le club à voir l'un de ses joueurs partir à bas prix. C'est le cas d'Oleksandr Zinchenko (28 ans). Le latéral

ukrainien n'a plus qu'un an de contrat (2026). Hors de question de laisser trainer ce dossier. Une vente sera sûrement conclue, d'autant que le Borussia Dortmund serait intéressé. Lié aux Gunners jusqu'en 2028, le défenseur polonais Jakub Kawior (25 ans) est poussé vers la sortie. Des pistes en Italie et l'OM sont cités. Le latéral Nuno Tavares (24 ans) devrait être racheté par la Lazio en échange d'environ 9 M€ et Séville a une option d'achat de 12 M€ pour le milieu Lokonga (24 ans), mais tentera de négocier un prix à la baisse. Enfin, Reiss Nelson (24 ans, prêté à Fulham) et Fabio Vieira (24 ans, prêté à Porto) reviendront sans doute de leur prêt, mais seront invités à plier bagage.

LIGUE DES CHAMPIONS

Des experts accusent le Real Madrid d'avoir truqué la vidéo du penalty d'Alvarez !

Alors qu'on la pensait appartenant au passé, voici que la polémique autour du penalty annulé de Julian Alvarez en Ligue des Champions refait surface. L'Union Internationale des Clubs de Supporters de l'Atlético de Madrid n'a pas oublié la manière dont les Colchoneros ont été éliminés de la Ligue des Champions cette année. Et l'association a eu recours à un rapport préparé par de prestigieux experts judiciaires. Dans le document, ils déclarent : «Il est évident que la vidéo utilisée pour clarifier la situation a été éditée.» En effet, l'association explique qu'elle a fait appel à des experts médico-légaux pour examiner la vidéo produite par l'UEFA, qui a été utilisée pour valider l'annulation du but. Ils affirment que cette vidéo a été manipulée ce qui «nous amène à un doute plus que raisonnable sur les intentions de ceux qui pourraient être responsables d'une telle manipulation.» À cet égard, l'Union des clubs de supporters exige une explication de l'UEFA et lui demande de fournir la vidéo et l'audio originaux afin que tout puisse être divulgué de la manière la plus transparente possible et que les raisons du montage de la vidéo puissent être révélées.

AC MILAN

Kyle Walker fan de Zlatan

Kyle Walker s'adapte progressivement à sa nouvelle vie en Italie. À 34 ans, le latéral droit a quitté Manchester City pour une dernière danse au Milan AC, avec en tête un objectif clair : atteindre les 100 sélections avec l'Angleterre. Dans le premier épisode de son podcast hebdomadaire diffusé par la BBC, l'Anglais est revenu sur ses deux premiers mois à Milan, et notamment sur son bizutage, en chanson : « Mike Maignan me l'a demandé, ou du moins il a essayé, mais je lui ai dit que je le ferais de toute façon. J'ai chanté Amy Winehouse, je savais que ce n'était pas nécessaire, mais je l'ai fait par respect. » Il s'est aussi longuement exprimé sur Zlatan Ibrahimović, qui l'a influencé dans son choix de carrière : « il a une aura incroyable. Sa présence se fait sentir. J'avais déjà joué contre lui, mais autour de la ville de Milan et de l'AC Milan, il a une aura qui impose le respect de tous. Même des joueurs : il est encore un joueur dans l'âme, mais nous savons tous qu'il a un rôle différent maintenant. Il le prend très au sérieux, mais pour ce qu'il a fait pour ce club et cette ville, il mérite ce respect. » Des propos qui feront sans doute plaisir à l'intéressé.

RUSSIE – UKRAÏNE – ETATS UNIS

Une réunion de commandants ukrainiens avec des instructeurs étrangers ciblée par une frappe russe de précision

Le ministère russe de la Défense a fait état d'une « frappe de précision » sur un restaurant de la ville ukrainienne de Krivoï Rog, où se tenait une réunion des commandants des forces armées ukrainiennes avec des instructeurs occidentaux.



PH: DR

L'armée russe a lancé, vendredi un tir de missile de précision sur le lieu d'une réunion des commandants des forces armées ukrainiennes avec des instructeurs occidentaux dans un restaurant de Krivoï Rog, a déclaré le ministère russe de la Défense. «Les pertes de l'ennemi s'élevaient à 85 militaires et officiers étrangers, ainsi qu'une vingtaine de véhicules», a déclaré le ministère. En réponse aux attaques des forces armées ukrainiennes contre des cibles civiles, les forces russes frappent régulièrement les lieux où se trouvent le personnel, le matériel, les mercenaires et les infrastructures de l'Occident en Ukraine. Début mars, le ministère de la Défense a fait état d'une frappe utilisant le système de missiles Iskander-M sur le terrain d'entraînement militaire de Novomoskovski dans la région de Dniepropetrovsk, où les militaires de la 157e brigade mécanisée de l'armée ukrainienne suivaient une formation. La frappe a tué jusqu'à 150 per-

sonnes, dont une trentaine d'instructeurs étrangers. Plus tôt, le 23 février, l'armée russe a frappé les sites des camps d'entraînement des cadres supérieurs des forces armées ukrainiennes. En outre, les infrastructures des aérodromes militaires, des dépôts de carburant et des points de déploiement temporaire des forces armées ukrainiennes dans 142 districts ont été touchés. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a souligné à plusieurs reprises que les militaires n'avaient pas frappé de maisons résidentielles ni d'institutions sociales.

DANS LA RÉGION DE KOURS, PLUS DE 7 000 SOLDATS UKRAINIENS DISPARUS ET LE COMMANDEMENT INTERDIT AUX MILITAIRES DE SE RENDRE

Plus de 7 000 militaires ukrainiens sont portés disparus dans la région de Koursk, selon une source de RIA Novosti. Malgré ce fait, le commandement ukrainien interdit à ses soldats

de se rendre, les abandonne sur le champ de bataille et ne leur fournit aucune aide. Le nombre total de soldats ukrainiens portés disparus dans la région de Koursk dépasse 7 000 hommes, a rapporté RIA Novosti en citant une source. L'agence de presse russe donne l'exemple d'une brigade dont les documents indiquent au moins 600 portés disparus. Mais cette brigade avait reconstitué ses effectifs à deux reprises pendant toute la durée de son incursion dans la région de Koursk. «Avec un effectif total d'environ 4 000 hommes, la brigade (trois bataillons et une compagnie de reconnaissance) compte environ 1 100 militaires. Il s'avère que, d'après les documents, un soldat d'assaut sur deux de la brigade est porté disparu au combat», a indiqué la source de RIA Novosti, précisant qu'en réalité, les pertes de l'armée ukrainienne pourraient être beaucoup plus élevées. Malgré la situation critique des unités ukrainiennes dans la région de

Koursk, Kiev n'a pas l'intention de les secourir. Le commandement des forces armées ukrainiennes interdit à ses soldats complètement encerclés et bloqués de se rendre, a affirmé un mouvement clandestin russe à RIA Novosti. «Ils laissent mourir dans des sous-sols même les soldats grièvement blessés ou récemment mobilisés. La plupart de ces militaires n'ont ni moyens de communication, ni médicaments, ni provisions», a précisé la source. De plus, selon le mouvement clandestin russe, les troupes ukrainiennes ne sont pas en mesure de recevoir des renforts. Lorsque les troupes demandent de l'aide, le commandement ukrainien répond qu'«aucune aide n'est prévue». Au début du mois de mars dernier, les militaires russes ont pu libérer plus de 30 localités en quelques jours, y compris la plus grande des localités capturées, Soudja. Selon les dernières données du ministère russe de la Défense, au cours des combats dans la région de Koursk, le régime de Kiev a perdu plus de 71 940 militaires, 404 chars et des milliers d'autres équipements. Des unités ukrainiennes se trouvent encore sur le territoire russe, mais l'armée russe mène des opérations pour les éliminer. Le président américain Donald Trump avait demandé à son homologue russe Vladimir Poutine d'épargner les troupes ukrainiennes encerclées mais la réponse du locataire du Kremlin a précisé que pour ce faire, «Kiev devait ordonner à ses militaires de déposer les armes et de se rendre».

R. I.

EN PLUS DE LA HAUSSE DES DROITS DE DOUANE IMPOSÉE PAR TRUMP

L'Europe s'apprête à subir un nouveau revers économique

Selon un article publié dans le Financial Times, l'Europe s'apprête à subir un nouveau revers économique, en plus de la hausse des droits de douane imposée par le président américain Donald Trump. Des analystes mettent en garde contre un afflux massif d'importations chinoises à bas prix et incitent Bruxelles à s'en

prémunir. Déjà fragilisé par les taxes américaines sur les voitures et l'acier, l'avenir des entreprises européennes semble incertain après l'annonce d'une augmentation de 20% des droits de douane américains sur les produits européens. À cela s'ajoute le risque pour le marché européen d'être inondé par des produits bon marché

PUB

venus d'Asie. En effet, les droits de douane élevés imposés par Washington à des pays comme la Chine (34%) et le Vietnam (46%) pourraient pousser ces derniers à chercher de nouveaux débouchés, notamment en Europe, afin de compenser leurs pertes. Pour y parvenir, ils risquent de casser les prix de leurs biens exportés, en particulier les appareils électriques et les machines. Pour se protéger, des responsables européens ont indiqué que la Commission européenne préparait de nouveaux droits de douane d'urgence, tout en renforçant la surveillance des flux d'importation en provenance d'Asie. Dans une déclaration au Financial Times, Robin Winkler, économiste en chef pour l'Allemagne et responsable de la recherche macroéconomique et thématique à la Deutsche Bank, a estimé que les fabricants chinois, confrontés à un mur tarifaire aux États-Unis, tenteront de vendre davantage en Europe. «Le choc commercial immédiat en Asie se répercutera probablement en Europe», a-t-il affirmé. Un haut diplomate européen, également cité par le journal, a confirmé que l'Union européenne devra prendre des mesures de sauvegarde pour plusieurs de ses industries. «Nous craignons que cela ne devienne un nouveau point de tension avec la Chine. Je ne pense pas qu'ils changeront leur modèle d'exportation fondé sur la surcapacité», a-t-il confié.

R. S.

DANS LA SOIRÉE DE VENDREDI

L'Exécutif italien adopte le texte d'un « nouveau tour de vis » sécuritaire

Le gouvernement de Giorgia Meloni a adopté vendredi soir un décret-loi imprimant un nouveau tour de vis sécuritaire, renforçant les peines pour certains délits et la protection des policiers mis en cause dans des dossiers de violences. Ce décret-loi entre ainsi immédiatement en vigueur et les deux chambres du parlement, où la coalition gouvernementale dispose d'une large majorité, ont les 60 prochains jours pour le voter. Un projet de loi traînant depuis plus d'un an, l'urgence était "de donner un délai précis pour l'approbation d'une mesure législative qui assure la protection juridique des policiers, la protection juridique des personnes âgées, la protection des groupes vulnérables", a expliqué le ministre de l'Intérieur Matteo Piantadosi lors d'une conférence de presse à l'issue d'un Conseil des ministres. Le décret-loi prévoit ainsi pour les membres des forces de l'ordre qui seraient poursuivis dans des dossiers de violence dans le cadre de leur service une aide financière de 10.000 euros pour les frais de défense. Les peines pour certains délits, comme "révolte dans un établissement pénitentiaire", sont renforcées. Ce tour de vis sécuritaire est porté par la Ligue (extrême droite) de Matteo Salvini, vice-chef du gouvernement en charge des transports et infrastructures.

R.I

ESPAGNE

Une tornade détruit un entrepôt et fait 3 morts près de Séville

Une tornade a détruit un entrepôt agricole, tuant trois personnes qui y travaillaient, dans le sud de l'Espagne, indiquent, hier, les médias locaux. Les services d'urgence locaux ont indiqué, selon les médias, « avoir été appelés vendredi sur les lieux à 11h35 heure locale (10h35 GMT) près de la ville de Dos Hermanos, près de Séville, dans la région d'Andalousie. Selon les autorités, le vent a arraché le toit de l'entrepôt, mesurant 20 mètres sur 25, provoquant l'effondrement du bâtiment. Trois personnes travaillant à l'intérieur ont été tuées. Aucun autre blessé n'a été signalé. Des photos prises sur place montrent que le bâtiment a été réduit à un tas de débris. Le ministre espagnol du Travail et de l'Économie sociale a déclaré qu'une équipe d'inspection enquêtait sur l'incident. Carmen Tirado, secrétaire des Comisiones Obreras (Commissions ouvrières), un syndicat de Séville, a souligné que les entreprises « sont légalement tenues d'ajuster ou de suspendre le travail en cas d'alerte météorologique défavorable pour protéger la vie des personnes », sinon poursuit le syndicat « des tragédies comme celle-ci peuvent se reproduire ».

R.I

POUR CONTRER LES PRESSIONS CROISSANTE DES ÉTATS-UNIS SUR LE GROENLAND

La PM danoise appelle à « rester unis, c'est le signal le plus clair que nous puissions envoyer »

La Première ministre danoise Mette Frederiksen a appelé à l'unité entre le Danemark et le Groenland en réponse à la pression croissante des États-Unis, soulignant que les deux parties du Royaume doivent rester étroitement alignées pour sauvegarder leurs intérêts communs.

Elle a fait ces déclarations, lors d'une interview accordée au journal groenlandais Sermitsiaq lors de sa visite de trois jours au Groenland, de mercredi à vendredi, laquelle visite, selon les médias locaux et étrangers « a marqué une étape importante dans les efforts du Danemark pour consolider ses liens avec le Groenland ». Déclarant qu'« il ne fait aucun doute que de nombreuses personnes au Groenland se sentent en danger, car l'insécurité est réelle », la ministre Frederiksen affirme que « c'est une pression qui a malheureusement été créée, et nous faisons de notre mieux pour la gérer. » La Première ministre a déclaré que la réponse la plus efficace à la pression américaine était, pour le Groenland et le Danemark, de rester unis. « Quelles que soient les discussions internes que nous pourrions avoir au sein du Royaume, nous devons rester unis. C'est le signal le plus clair que nous puissions envoyer », a-t-elle déclaré. Les propos de Frederiksen interviennent alors que le vice-président américain J.D. Vance réaffirmait l'intérêt stratégique croissant de Washington pour le Groenland. Dans une interview accordée jeudi au média américain Newsmax, Vance a décrit le Groenland comme un pays essentiel à la sécurité nationale des États-Unis et a promis que les États-Unis y protégeraient leurs intérêts « quoi qu'il arrive ». Vance a également suggéré que les États-Unis pourraient offrir des incitations financières



aux Groenlandais, affirmant que le Danemark verse actuellement environ « 60 000 dollars américains par an et par personne au Groenland ». Il a ajouté que les États-Unis pourraient offrir « bien plus d'argent ». Lors d'une conférence de presse avec des responsables groenlandais à Nuuk, la capitale du Groenland, jeudi, Frederiksen a déclaré aux États-Unis : « Vous ne pouvez pas annexer d'autres pays, même pas sous prétexte de sécurité internationale. » Elle a demandé : « Quand vous cherchez à prendre le contrôle d'une partie du terri-

toire du Royaume (du Danemark), alors que nous sommes soumis à des pressions et à des menaces de la part de notre allié le plus proche, que devons-nous penser du pays que nous admirons depuis tant d'années ? » Le Groenland, autrefois colonie danoise, est devenu partie intégrante du Royaume du Danemark en 1953. Il a obtenu l'autonomie en 1979, élargissant ainsi son autonomie, bien que le Danemark conserve le contrôle des affaires étrangères et de la défense.

DANS LE SENS DE GARANTIR INTÉGRALEMENT LES DROITS DES AUTOCHTONES

Le président brésilien Lula admet qu'« il y a encore beaucoup à faire »

Le président brésilien Lula a reconnu face à l'emblématique chef indigène Raoni Metuktire en Amazonie que son gouvernement avait "encore beaucoup à faire" pour les peuples autochtones, sans évoquer le sujet sensible de l'exploration pétrolière dans la région. "Il y a encore beaucoup à faire, mais nos politiques convergent dans le sens de garantir intégralement les droits des autochtones", a déclaré Luiz Inacio Lula da Silva, lors d'une visite au village

Piarucu, dans la terre autochtone Capoto-Jarina, d'où le cacique nonagénaire est originaire. Le chef de l'Etat brésilien a salué les peuples autochtones pour leur "rôle important dans la lutte contre le changement climatique". Cette rencontre entre Lula et le cacique nonagénaire au cœur de l'Amazonie, dans l'Etat du Mato Grosso (centre-ouest), a lieu à quelques jours du Campement "Terra Livre" (Terre Libre), rassemblement annuel de milliers d'au-

tochtones venus de tout le pays, la semaine prochaine à Brasilia. Le rassemblement attend aussi cette année des représentants autochtones de pays étrangers, alors que le Brésil accueillera en novembre la conférence climat de l'ONU, la COP30, dans la ville amazonienne de Belem. De retour au pouvoir en 2023, Lula a repris le processus d'homologation de terres des autochtones, qui confère à ces territoires un statut inviolable, protégé par l'Etat brésilien. R.I

POLOGNE

17 candidats à l'élection présidentielle du 18 mai prochain

Dix-sept personnes se présentent à l'élection présidentielle en Pologne prévue le 18 mai, a indiqué vendredi la commission électorale. Vendredi est le dernier jour du dépôt des candidatures. Le nombre de candidats peut encore changer après la vérification par la commission. Le second tour du scrutin, prévu le 1er juin, sera probablement nécessaire pour désigner celui qui remplacera le chef de l'Etat sortant, Andrzej Duda. Le maire de Varsovie, Rafal Trzaskowski, candidat de la Coalition civique (KO) du Premier ministre Donald Tusk, est donné favori de la course avec 33-35% des intentions de vote au premier tour, selon les derniers sondages. Derrière lui, deux candidats se disputent au coude à coude le passage au second tour. Karol Nawrocki, directeur de l'Institut de la mémoire nationale, candidat du parti nationaliste Droit et Justice

(PiS) bénéficie de soutien de 19-23% des électeurs, alors que Slawomir Mentzen, candidat de la formation de l'extrême droite libertarienne Confédération est crédité de 17-19%. Parmi les autres candidats figure Szymon Holownia, président de la chambre basse du Parlement, soutenu par la formation la Troisième voie (centre droit), membre de la coalition au pouvoir, avec 8% des intentions de vote. Les pouvoirs du chef de l'Etat sont limités en Pologne, pays de 38 millions d'habitants. Cependant, le chef de l'Etat coordonne la politique étrangère et de la défense, il est chef formel des armées. Il dispose de l'initiative législative et peut opposer son veto aux lois adoptées. Andrzej Duda quittera son poste du chef de l'Etat en août au terme de deux mandats de cinq ans.

R.I

BIRMANIE

L'ONU accuse l'armée d'« avoir poursuivi ses attaques » malgré le cessez-le-feu

L'armée birmane a poursuivi ses attaques dans les zones frappées par un puissant séisme malgré l'instauration d'un cessez-le-feu temporaire, a accusé le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme. "L'armée a mené plus de 60 attaques" depuis le séisme du 28 mars qui a fait au moins 3.145 morts, a précisé James Rodehaver, le responsable du Haut-Commissariat en Birmanie, qui intervenait par visioconférence lors d'un briefing de l'ONU à Genève (Suisse). Une porte-parole du Haut-Commissariat, Ravina Shamdasani, avait évoqué précédemment 53 attaques, notamment des frappes aériennes et de drones, des tirs d'artillerie et des paramoteurs, dans les zones touchées par le séisme. Selon M. Rodehaver, 16 attaques par l'armée ont également été signalées depuis le cessez-le-feu temporaire entré en vigueur le 2 avril. La Birmanie est plongée dans une violente guerre civile depuis 2021, après que l'armée a renversé les autorités civiles et pris le pouvoir. Volker Türk, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, a insisté sur la nécessité que la trêve soit respectée et permette un accès immédiat aux zones sinistrées. "J'espère que cette terrible tragédie marquera un tournant pour le pays vers une solution politique inclusive", a-t-il déclaré, cité dans un communiqué. R.I

EN RÉACTION AUX AGRESSIONS ISRAËLIENNES CONTRE LA SYRIE

Londres appelle l'entité sioniste à "respecter" l'intégrité territoriale de la République syrienne

Le ministre d'Etat britannique pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Hamish Faulkner, a appelé hier, l'entité sioniste à "respecter" l'intégrité territoriale de la Syrie, en proie à des agressions sionistes continues. "Des rapports indiquent que les frappes (sionistes) en Syrie ont tué des civils et menacent de déstabiliser davantage le pays. Nous réclamons (à l'entité sioniste) de respecter l'intégrité territoriale de la Syrie (...)", a écrit Faulkner sur les réseaux sociaux. "La stabilité de la Syrie est dans l'intérêt de toute la région", a ajouté Faulkner. Les autorités syriennes ont maintes fois dénoncé les agressions sionistes continues contre le territoire syrien. Plusieurs pays et organisations internationales ne cessent aussi d'appeler à prendre des mesures "urgentes et décisives" pour mettre fin aux agressions sionistes répétées contre la Syrie, dénonçant des "violations flagrantes" des lois internationales. R.I

MYANMAR

Le bilan du séisme dépasse les 3300 morts

Le puissant séisme qui a frappé le 28 mars le Myanmar a fait 3.354 morts, selon un nouveau bilan rendu public samedi par les médias d'Etat. Le tremblement de terre qui a pulvérisé des immeubles et détruit des infrastructures à travers tout le pays a également fait 4.508 blessés, et 220 personnes restent portées disparues, selon la même source. Un précédent bilan a fait état de 2053 morts. Plus d'une semaine après le séisme, un grand nombre de personnes sont forcées de dormir dehors, soit parce qu'elles n'ont plus de logement, soit de crainte que celui-ci ne s'effondre. Le principal responsable de l'aide de l'ONU, Tom Fletcher, a rencontré samedi des victimes à Mandalay (centre), ville située près de l'épicentre. "La destruction est stupéfiante", a-t-il écrit sur les réseaux sociaux. R.I

CONCLAVE DES PRÉSIDENTS D'AMÉRIQUE LATINE

Ils vont se réunir ce mercredi au Honduras

Une dizaine de présidents d'Amérique latine et des Caraïbes, parmi lesquels ceux du Brésil, de la Colombie et du Mexique, se réuniront mercredi au Honduras, dans le contexte de la guerre commerciale déclenchée par le président américain Donald Trump. Le neuvième sommet de la Communauté des Etats latino-américains et des Caraïbes (Celac), regroupant 33 pays, sera l'occasion de débattre de diverses initiatives, dont une proposition du Brésil de promouvoir la candidature d'une femme au secrétariat général des Nations unies. Les dirigeants pourraient également évoquer le sujet des expulsions de migrants par les États-Unis ou les menaces du président américain de reprendre le contrôle du canal de Panama. Jusqu'à présent, plusieurs chefs d'Etat de gauche ont confirmé leur participation. "De nombreux dirigeants seront présents (...) pour faire face aux grands défis auxquels nous sommes confrontés", a déclaré jeudi la présidente hondurienne Xiomara Castro sur X. La Colombie, qui prendra la présidence tournant de la Celac à l'issue du sommet, cherchera à établir "un partenariat stratégique avec des partenaires extra-régionaux tels que l'Union européenne, la Chine et l'Union africaine", a indiqué son ministère des Affaires étrangères.

R.I

Recette du jour



Saumon poêlé et sa sauce

Ingrédients (pour 6 à 8 personnes):

- des morceaux de saumon avec la peau
- une noix de beurre
- 2 3 gousses d'ail degermees et rapéé finement
- du poivre blanc et du sel

Crème :

- 10 cl de lait
- sel et poivre blanc ,
- 60 g de fromage blanc et
- 2 càs de creme de fromage (genre kiri ou philadelphia)
- 1 càs d'anneth

Préparation de la crème :

mettre tous les ingrédients sauf l'anneth dans une casserole sur feu moyen et cuir jusqu'à ce que les fromage soient fondu ,retirer du feu et ajouter l'anneth , couvrir et reserver.

Préparation du saumon :

Chauffer une poêle antiadhésive sur feu moyen, y déposer la noisette de beurre

et mettre les paves de saumon côté peau en

dessous , saler et mettre de l'ail sur chaque morceau , cuire 5 min retourner...

Avec un couteau retirer la peau , elle se détachera facilement...gratter aussi (délicatement) toute la partie grisesaler ...

Les retourner une fois de plus , poivrer (poivre blanc) et ajouter un peu de sel aussi ,les aisir 3 min et enore les retourner et cuire 3 autres min sans oublier de saler et de poivrer ...

Les retirer , les mettre dans une assiette , napper... et deguster

Note du chef

on peut accompagner avec: du rie , fondu d'épinard , des pates, purée de pomme de terre d'olive 1/4 tasse d'eau



Gâteau du Jour

BAKLAWA

INGRÉDIENTS

- 1 paquet de 20 feuilles de filo.
- 1 kilo de miel maison ou du commerce.
- 250 gr de ghée (beurre débarrassé de son lait).
- Pour la farce:
- 3 bols de cacahuètes grossièrement moulues et torrifiés au four.
- Extrait d'amande amère.
- 1/2 bol de sucre.
- 1 c à s de beurre fondu.
- Eau de fleur d'oranger.

- Vanille ou cannelle ou citron (j'ai mis un peu de cannelle et de la vanille).

- 1 pincée de sel(pour faire re-sortir le goût sucré).facultatif.

Pour la pâte maison:

- 250 gr de farine.
- 50 gr de beurre fondu.
- Eau de fleur d'oranger pour ramasser la pâte.
- 1 pincée de sel.

Préparation:

Tout d'abord, on va préparer la pâte maison car elle doit reposer. L'idéal étant de la préparer la veille et la laisser au RÉFRIGÉRATEUR toute la nuit. Mélangez les ingrédients en travaillant bien la farine et le beurre fondu entre les mains, puis ajouter, la vanille, la pincée de sel



et arroser d'eau de fleur d'orange jusqu'à obtenir une pâte lisse et ferme. Travailler celle ci jusqu'à ce qu'elle devienne bien souple et élastique. Couvrir d'un film plastique et réserver.

Préparation de la farce: Mélangez tous les ingrédients ensemble puis rajoutez progressivement l'eau de fleur d'orange en mélangeant du bout des doigts.

Montage de la baklawa: Il y a différentes sortes de feuilles de filo. Elles sont en général rectangulaires plus ou moins larges. Les miennes mesuraient environ 30 x 40 cm, et mon moule 30 cm de diamètre donc parfaitement bien adaptées. Prendre délicatement la première feuille et la déposer dans le moule déjà beurré. Badigeonnez de ghee. Prendre une deuxième et la déposez sur la première. Badigeonnez de nouveau de ghee. Continuez ainsi jusqu'à la 9ème (la 10ème pour moi) feuille en badigeonnant toujours chaque feuille. Ajoutez la farce en l'égalisant bien. Couvrir de nouveau avec 7 autres feuilles (10 pour moi) en badigeonnant bien chaque feuille. Pour la dernière étalez la pâte maison en une fine feuille. L'étaler délicatement en prenant soin de ne pas faire de trou.



Découpez les bords en laissant 1 cm de hauteur. Coupez vos baklawa en losanges ou carrés. Avec un emporte pièce j'ai coupé des petites fleurs et des petites feuilles que j'ai déposée au centre puis j'ai piqué avec une amande au centre.

Badigeonnez de beurre ou de ghee toute la surface et mettre à cuire à four th. 180 environ 45 min. Retirez le plateau lorsque la baklawa est bien dorée. Aussitôt, versez le miel parfumé à l'eau de fleur d'orange, qui va être absorbé. Couvrir le plateau et laissez 24h.

Le lendemain, découpez vos baklawa et mettre dans des caissettes. Dégustez.

Conseil du jour

4 remèdes empruntés à mamie pour calmer le rhume des foins

- 1) La camomille.
- 2) Du citron.
- 3) L'ortie.
- 4) Le vinaigre de cidre associé au miel contre le rhume des foins.

Le saviez-vous ?



MANQUE D'APPÉTIT LE MATIN



Ne pas avoir d'appétit le matin est souvent le signe d'hormones du stress trop élevées comme le cortisol, ce qui supprime tes signaux de faim. Un petit déjeuner équilibré dans l'heure qui suit ton réveil peut baisser ton stress, gérer ta glycémie et équilibrer tes hormones.

Bon à savoir !
LUTTE CONTRE L'HYPERTENSION

Grâce à sa forte composition en potassium, LE CITRON permet de contrôler la pression artérielle, réduire les sensations de nausée et de douleur, mais aussi d'assouplir la rigidité des vaisseaux sanguins. Boire de l'eau citronnée permettra de réduire sa tension artérielle.

Astuce du jour:

COMMENT RATTRAPER UN PLAT TROP SALÉ?

la pomme de terre peut aussi vous sauver la mise. Si la recette s'y prête, vous pouvez également rattraper un plat trop salé en ajoutant un morceau de sucre ou un peu de vinaigre : l'acidité va rééquilibrer les saveurs.

CITATION DU JOUR

« Le meilleur chemin est toujours celui qui est le plus direct. »

Le Courrier

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :
Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire :
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :
Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :
Tél. / Fax. : 023 70 94 27
Rédaction :
Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26
Composition :
PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité »
Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42
Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :
- Centre : SIA - Est : SIE
- Ouest : SIO
Nos bureaux régionaux
Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. / Fax. : 026 20 20 66
Oran : 6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73
Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf -Bouira. **Tél. / Fax. :** 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgerie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr

THÉÂTRE ET CINÉMA ALGÉRIENS

Keltoum, la doyenne de l'interprétation féminine

Célèbre auprès du public algérien pour ses nombreux rôles au théâtre, au cinéma et à la télévision, Keltoum est considérée comme une artiste pionnière et parmi les premières femmes algériennes à se produire sur une scène et passer devant une caméra, ouvrant ainsi la voie à de nombreuses carrières féminines marquantes.

Ayant résisté à divers préjugés familiaux et sociétaux de son époque afin d'intégrer le monde de l'art, Keltoum, de son vrai nom Aisha Adjouri, aura ainsi permis à d'autres femmes artistes à lui succéder, contribuant à changer la vision du monde de l'art et de la société, jusque là hostile à la présence des femmes dans le théâtre et l'art en général. Née à Blida le 4 avril 1916, Keltoum fit ses premiers pas dans les Arts de la scène, sous l'aile du regretté Mahieddine Bachtarzi, pionnier et doyen de l'Art en Algérie et premier à découvrir ses talents d'artiste polyvalente, après lui avoir suggéré, en 1935, de s'essayer au chant, à la danse et au théâtre, bravant ses réticences et ses peurs de sa famille et envers la société algérienne. Après une tournée en France, Keltoum se tourne essentiellement vers le théâtre, confirmant son talent dans des pièces de Mahieddine Bachtarzi, Rachid Ksentini et Habib Reda, pour rejoindre ensuite, la première saison arabe de l'Opéra d'Algérie en 1947. Au



PH: DR

fil des années, la plupart des rôles féminins lui sont confiés, et sa voix entre au répertoire du théâtre radiophonique, où elle s'investira également dans la chanson avec notamment, l'enregistrement de cinq disques durant la période allant de 1940 à 1950, avant de revenir au théâtre avec une adaptation d'"Othello" de William Shakespeare.

CRÉATIVITÉ CINÉMATOGRAPHIQUE ET THÉÂTRALE PROLIFIQUE
Après le recouvrement de la

souveraineté nationale, Keltoum reprend son activité artistique et rejoint en 1963 le Théâtre national algérien, première institution culturelle à être nationalisée après l'indépendance, où elle prend son premier rôle dans la pièce intitulée, "Mariage par téléphone", de Mahieddine Bachtarzi et Rachid Ksentini. Ses débuts dans le septième art se font en 1966 avec le réalisateur Mohamed Lakhdar Hamina qui la distribuera dans son film "Le Vents des Aurès", où elle incarne la souffrance des femmes rurales algériennes pendant la période

coloniale.

Dans cette œuvre, qui a mis en vedette des acteurs de premier plan tels que Hassan El Hassani, Mustapha Kateb et Mohamed Chouikh, Keltoum joue le rôle d'une femme désespérée, errante entre les prisons et les camps de concentrations, à la recherche de son fils emprisonné par l'armée coloniale. Son image iconique, dans ses vêtements miteux, tenant un panier dans sa main gauche et un poulet dans sa main droite, constitue une scène d'anthologie dans l'histoire du cinéma algérien, qui a rehaussé "Le vent des Aurès", un chef d'œuvre réaliste aux accents épiques, distingué en 1967 du prix de la Première Œuvre au Festival de Cannes (France). L'icône du cinéma algérien a continué sa collaboration avec Hamina dans d'autres œuvres, telles que "Décembre", "Hassan Terro" et "Chronique des années de braise", distingué en 1975 de la Palme d'Or au Festival de Cannes, ainsi que dans d'autres œuvres à l'image de, "Beni Handel" de Lamine Merbah, "Les Années folles du Twist" de Mahmoud Zemmouri, "Hassan Taxi" de Mohamed Slim Riad et "Hassan Niya" de Ghaouti Bendouchou. Incarnant les rôles principaux d'une vingtaine de films et plus de soixante-dix œuvres théâtrales, Keltoum a laissé une empreinte indélébile dans le monde du théâtre et du cinéma. En 1991 elle avait donné la réplique au grand Rouiched dans, "Les Concierges", pièce de théâtre qu'il a lui-même écrite et qui constitue la dernière représentation théâtrale de Keltoum, avant d'annoncer sa retraite. Keltoum tire sa révérence le 11 novembre 2010, après une longue et riche carrière créative jalonnée de réussites et de succès.

GRÈCE

Refus de tournage à l'Acropole pour le réalisateur Lanthimos

Le ministère grec de la Culture a refusé une demande du réalisateur grec oscarisé Yorgos Lanthimos de tourner à l'Acropole, déclarant que les scènes ne correspondaient pas à l'image du site historique. Yorgos Lanthimos est l'un des réalisateurs les plus célèbres de Grèce, et a dirigé en 2024 "Pauvres créatures" qui a remporté quatre Oscars, dont celui de meilleure actrice pour la star hollywoodienne Emma Stone, ainsi que le Lion d'or à la Mostra de Venise. Lanthimos, 51 ans, qui a également remporté de nombreux prix aux États-Unis et en Europe, avait demandé l'autorisation de filmer certaines scènes de son nouveau film, une œuvre de science-fiction intitulée "Bugonia", également avec Emma Stone, à l'Acropole en avril. Mais le ministère de la Culture a expliqué dans un communiqué jeudi qu'il avait refusé l'autorisation parce que "les scènes proposées sont incompatibles avec le symbolisme" et "les valeurs que représente l'Acropole". Selon les médias grecs, les scènes en question impliquaient des cadavres éparpillés sur l'Acropole. Le ministère a déclaré avoir proposé au réalisateur des lieux alternatifs près du site, qui est l'un des plus connus de Grèce. La sortie de "Bugonia" est prévue en Grèce en novembre.

SALON CINEMA CON DE LAS VEGAS

Les derniers opus de Spielberg et Nolan dévoilés

Le studio de Hollywood Universal Pictures a levé mercredi un coin de voile sur les prochains films de Steven Spielberg et Christopher Nolan au salon professionnel CinemaCon de Las Vegas, dans un contexte de ralentissement de l'industrie du cinéma américain. Alors que les films sortis en 2025 ont jusqu'ici déçu aux États-Unis et que les studios espèrent rebondir, le très couru CinemaCon qui se tient jusqu'à jeudi dans un casino de Vegas dévoile des suites de "Jurassic Park" et "Wicked". Le célèbre Steven Spielberg, dont nombre d'opus sont entrés au panthéon du 7e art, "tourne actuellement un film qui promet d'être un retour dans la forme et l'esprit à ses plus grands classiques", a vanté le dirigeant d'Universal, Jim Orr. Le long-métrage, qui n'a pas encore de titre, devrait sortir en juin 2026, et devrait être un blockbuster de science-fiction, selon M. Orr, qui n'en a pas dit davantage. Le réalisateur britannique-américain Christopher Nolan, lui

aussi abonné aux succès ("Oppenheimer" en 2023, "Interstellar" en 2014 ou "Inception" en 2010) tourne en Méditerranée une adaptation de "l'Odyssée" d'Homère avec Matt Damon incarnant Ulysse, aux côtés de Tom Holland, Zendaya et Anne Hathaway. Sortie prévue en juillet 2026. M. Orr pense que le film "sera le chef-d'œuvre d'une génération, pour lequel Homère lui-même, très franchement, aurait été très fier". Après des flops retentissants au box-office nord-américain en début d'année, les exploitants de salles sont depuis lundi au CinemaCon avec l'espoir que les studios hollywoodiens pourront redresser la barre. Et les salles veulent aussi garder l'exclusivité des films plus longtemps, pendant au moins 45 jours avant leur diffusion en streaming, a déclaré mardi le directeur de leur organisation professionnelle Cinema United, Michael O'Leary. D'après une source proche du dossier, trois des six plus gros studios se sont engagés en ce sens, mais

pas Universal. Reste que ce studio historique a cherché à séduire les exploitants en présentant à Las Vegas une suite à la série des "Jurassic".

Ecrite par le premier auteur de "Jurassic Park" de 1993, cette nouvelle suite "Jurassic World: Renaissance" ("Jurassic World

Rebirth") se déroule sur l'île originelle. Réalisé par Gareth Edwards avec Scarlett Johansson, Jonathan Bailey et Mahershala Ali, le film, qui renoue avec l'épouvante selon Mme Johansson, sortira aux États-Unis le 4 juillet prochain, jour de la fête nationale. La présentation d'Uni-

versal s'est achevée mercredi avec l'apparition non annoncée d'Ariana Grande et Cynthia Erivo dont le second et dernier "Wicked: For Good" sortira en novembre. CinemaCon tirera le rideau jeudi à Las Vegas avec les présentations des studios Paramount et Disney.

Les premières images du nouveau "Avatar" dévoilées à Las Vegas

De méchants Na'vi. Des volcans géants. Des bateaux aériens. Les toutes premières images d'"Avatar: Fire and Ash", suite de la saga parmi les plus rentables de tous les temps, ont été dévoilées jeudi à Las Vegas. Le film, qui sortira en décembre, "élargit le magnifique monde de Pandora et introduit deux nouveaux clans", a expliqué l'actrice Zoe Saldana, depuis la scène du CinemaCon, grand raout des propriétaires de salles de cinéma. Le réalisateur James Cameron, s'exprimant dans un clip préenregistré depuis la Nouvelle-Zélande, où il termine le film, a déclaré que les héros devaient "affronter non seulement les envahisseurs humains, mais aussi de nouveaux adversaires, le Peuple des cendres". Les deux premiers volets d'"Avatar" ont été des succès com-

merciaux sans précédent, respectivement premier et troisième films les plus rentables de tous les temps. Ils ont rapporté au total plus de cinq milliards de dollars à l'échelle mondiale. Dans les images dévoilées jeudi, les héros Jake Sully (Sam Worthington) et Neytiri (Saldana) sont à bord de gigantesques vaisseaux en bois avec d'énormes créatures bleues ressemblant à des raies. Le convoi est attaqué par le Peuple des cendres, qui ressemble aux Na'vi mais porte des coiffes rouge vif et tire des flèches enflammées. James Cameron avait auparavant révélé que le nouveau volet de la saga serait plus long qu'"Avatar: La Voie de l'eau", d'une durée de trois heures et 12 minutes. Deux autres films "Avatar" sont prévus pour 2029 et 2031.

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										

HORIZONTALEMENT

1 - Établissement mal dirigé, où chacun commande -
 2 - Baie de Honshu - Part - 3 - Néon - Écrivain suisse
 - Appelé - 4 - Mesure - Concubine - 5 - Vrille des
 plantes grimpantes - Mélodie - 6 - Anonyme -
 Envolee - Mesure chinoise - 7 - Prendras des risques
 - 8 - Mamelle de la vache - Sévère - 9 - Mer phoné-
 tique - Apparu - Avant midi - 10 - Pronom - Pion - Fin
 de messe - 11 - Fleuve africain - Bonne chance - 12 -
 Jaunissement des plantes.

VERTICALEMENT

1 - Musée de peinture - 2 - Alcaloïde - Le faire, c'est
 être aux aguets - 3 - Pronom - Fin de verbe - Neptu-
 nium - Rivière asiatique - 4 - Indocile - Points
 opposés - 5 - Batraciens - 6 - Violon d'Ingres - Argon
 - Noyau de la Terre - 7 - Moitié de huit - Troupeau de
 taureaux - Préfixe - 8 - Canard - Connu - 9 - Sou-
 verain - Pronom - Petit rongeur - 10 - Exercice.

Mots fléchés

Alourdir	Flère	Introduit	Irréfléchi	Coule en France
Rapace	Dupé	Respecté		Réfléchi
Chastes			Baie nipponne	
Laize	Inconnu	Cruel	Arsenic	
	Argent	Dans le sud		
Prudence				Repos
Effaré			Strontium	Article
	Néon	Ancienne monnaie	Technécium	
Pays	Encensé	Pierre de touche		
		Élimé		
		Flotte		
Pensées			Meule	
Touffu		Vipère		Deux ôtés de trois
		Restes		
Poissons rouges	Vanta		Infusion (de de à g)	
			Beurrés	

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Requête écrite pour demander une faveur (9 lettres)

E	S	S	U	O	M	I	R	F	L	E	U	T	N	E	V	E	E
G	R	U	O	B	U	A	F	R	E	I	V	N	A	J	R	E	S
R	S	E	R	T	U	O	L	E	R	R	E	I	L	E	C	E	S
P	E	I	G	R	I	V	E	E	D	O	I	D	I	N	E	T	A
R	T	I	D	E	R	I	A	T	C	E	S	S	E	M	E	E	H
E	E	E	S	A	E	R	V	U	A	P	R	U	S	T	E	T	C
C	R	L	E	I	R	T	V	E	S	U	L	I	N	E	D	T	H
I	C	A	N	U	R	A	X	A	O	F	R	A	E	L	R	E	O
E	S	R	T	A	N	E	P	B	N	A	R	H	L	B	A	N	N
U	I	O	I	T	L	S	M	I	T	I	P	A	U	I	L	S	T
X	D	T	A	P	O	F	P	C	T	T	M	L	O	S	B	R	E
U	E	R	M	R	I	T	E	T	R	E	A	O	J	I	U	E	E
E	D	O	T	E	N	S	A	L	E	I	M	R	S	V	O	V	R
I	C	I	R	A	M	E	R	L	E	V	T	R	T	I	R	E	T
X	E	T	T	R	U	E	L	U	O	D	I	E	O	E	T	R	I
N	E	S	E	G	A	T	R	A	S	S	E	A	R	I	Q	E	P
A	I	N	O	I	T	A	G	I	T	S	N	I	N	E	U	E	E
D	S	I	O	V	I	R	G	E	I	R	E	T	E	N	N	O	B

N.B : Une même lettre peut servir plusieurs fois

ANIMOSITÉ - ANXIEUX - ATTIRANTE - BON-NETERIE - BOURSIER - CHASSE - COMPLEXE - CRITÈRE - DIODE - DISCRET - DISTANT - DOULEUR - ÉPITRE - ESSARTAGE - ÉVENTUEL - FIERTÉ - FAUBOURG - FRI-MOUSSE - GRIVE - GRIVOIS - HALO - HONTE - INFLUENCE - INSTIGATION - JANVIER - JOULE - LIERRE - LOUTRE - MERISIER - MERLE - NAÏVE - NETTETÉ - ORALE - ORME - PARADIS - PAUVRE - PRÉCIEUX - REVERS - ROUBLARDE - SECTARISME - SECTAIRE - SENTI - SORTIE - TARTE - TRAITE - VANTARD - VISIBLE.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

1. Courtières - 2. Ha ! - Au - Celé - 3. Estragon - 4. Niée - Autel - 5. Os - Tollés - 6. Renie - Se - 7. Olé ! - E.M - Sem - 8. Doteras - S.P - 9. Arêtes - 10. AP(happé) - Ui - Osa - 11. Pressantes - 12. Ta - Résiste.

VERTICALEMENT :

1. Chénopode - Pt - 2. Oasis - Lo - Ara - 3. Te - Retape - 4. Rareté - Er - Sr - 5. Tua - Onéreuse - 6. Galimatias - 7. Écoulé - Se - Ni - 8. Rente - Sots - 9. El - Esses - Set - 10. Seul - Emphase.

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT :

Ahurir - Éta - Asinien - Os - En - Père - Tirelire - Lèse - le - Ar - Tassé - Set - Errer - Intrigue - Les - Te - Lis - Ressent - Enter - Isée.

VERTICALEMENT :

Chasteté - Éon - Us - Isatis - Prières - Ré - Inné - Setter - Tri - Lierres - Épie - Ri - Si - Mener - Règles - Réa - Ruine - Tête - Ru - Este.

MOTS MASQUÉS LUDOLOGUE

Les courses en direct



HIPPODROME GUIRRI AISSA BENSACKER - BARIKA
DIMANCHE 6 AVRIL 2025 - PRIX : QUIBLA - PS.AR. NEE
DISTANCE : 1 000 M - DOTATION : 350 000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Une épreuve contre la montre

C'est un lot de 12 chevaux pur sang arabe, mal lotis de par leurs gains qui s'aligneront sous les ordres du starter ce dimanche à l'hippodrome de Barika dans le prix Quibla qui servira de support PMU au pari, tiercé, quarté et quinté qui se déroulera sur une distance très réduite de 1000m, pour cette catégorie de chevaux très modestes car en parcourant la liste des engagés, uniquement 5 chevaux possèdent quelques gains en l'occurrence les chevaux El Mahibe de Dilmi et Goumari et les 3 femelles Magdalena, Nedjma de Dimi et Leila Al Nasr. Par contre, l'ensemble des concurrents reste avec zéro dinar mais des chevaux très rapides et qui peuvent venir créer des exploits. Nous savons tous que chaque cheval possède dans sa nature 1200m dans son ventre, nous vous rappelons que cette épreuve est réservée aux chevaux n'ayant pas totalisé une somme de 46.000 DA.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. EL MAHIBE DE DILMI. Ce mâle bai de 7 ans, à mon avis, ne fera pas le déplacement de Djelfa pour rien.

2. SAQRE. Théoriquement engagé pour remplir les stalles.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
M. ZAIRI	1	EL MAHIBE DE DILMI	B. GACEM	58	8	PROPRIÉTAIRE
ABH. GUESSOUM	2	SAQRE	AB. SID	56	3	A. CHEBBAH
BR. MESSAOUI	3	AOURES	O. CHEBBAH	55	5	A. CHEBBAH
A. HACENE	4	TF DAHBIA	H. RAACHE	55	11	AT. FERHAT
ABZ. KHODJA	5	NEDJMA DE DILMI (0)	A. KOUAOUCI	55	9	PROPRIÉTAIRE
AL. AOUAD	6	TAMINA	SH. BENYETTOU	55	10	B. LAHMICI
T. BENSAID	7	JAOUHARET ERIF	JJ. Y. MOUISSI	54	6	PROPRIÉTAIRE
R. MANSOURI	8	GOUMARI	CH. ATTALLAH	54	12	S. ATTALLAH
T. KHESSAM	9	MAGDALENA	JJ:AB. AIDA	54	2	PROPRIÉTAIRE
D. SADI	10	KIRTA	AB. ATTALLAH	53	4	M. BECHAIRIA
HL. MESSAOUI	11	LEILA-AL-NASR	JJ/MA. AIDA	52	7	PROPRIÉTAIRE
R. BENSAID	12	RIFA MONLAU	JJ:R. DJAIET	49	1	PROPRIÉTAIRE

3. AOURES. Il vient de reprendre les compétitions après un léger repos, sa place lui est réservée.

4. TF DAHBIA. Méfiance, c'est une jument très rapide, elle peut venir créer une belle surprise.

5. NEDJMA DE DILMI. Vu le lot présent, cette femelle de 8 ans sera jouable dans une large combinaison.

6. TAMNIA. À revoir.

7. JAOUHARET ERIF. Au-dessous du lot.

8. GOUMARI. Ce cheval a déjà cotoyé des chevaux plus robustes à ceux du jour.

9. MAGDALENA. Très chou-choutée par son entourage, elle a les moyens d'être sur le podium.

10. KIRTA. Un cheval robuste et bien piloté, aura son mot à dire.

11. LEILA-AL-NASR. Outsider de charme.

12. RIFA MONLAU. Aléatoire.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

3. AOURES. 1. EL MAHIBE DE DILMI. 4. TF. DAHBIA - 8. GOUMARI - 9. MAGDALENA -

LES CHANCES

10. KIRTA - 9. NEDJMA DE DILMI

Donald Trump prolonge de nouveau l'ultimatum sur la vente de TikTok

Nouveau sursis. Donald Trump a annoncé, vendredi 4 avril, qu'il reportait de 75 jours supplémentaires la date limite fixée pour la vente du réseau social TikTok, la maison mère du réseau social, ByteDance, faisant état de "questions clés" encore à résoudre.

Le président américain avait déjà reporté une première fois, de 75 jours fin janvier, l'entrée en vigueur d'une loi votée en 2024 par le Congrès et qui impose à ByteDance d'en céder le contrôle sous peine d'interdiction aux États-Unis. Ce texte visait à empêcher que les autorités chinoises ne puissent mettre la main sur des données personnelles d'utilisateurs de TikTok aux États-Unis ou ne soient en mesure d'influencer l'opinion américaine via le puissant algorithme du réseau social. L'échéance est désormais déplacée au 19 juin. La cession de la filiale américaine de TikTok nécessite le feu vert de ByteDance mais aussi des autorités chinoises, qui n'ont, ni l'une, ni l'autre, validé jusqu'à présent l'idée même d'une vente.

"Des questions clés doivent encore être résolues", a prévenu vendredi le groupe chinois, confirmant des discussions mais rappelant que toute transaction devrait être "approuvée en conformité avec la loi chinoise". La tonalité de ces communications contraste avec l'assurance affichée par Donald Trump et son vice-président JD Vance, chargé du dossier à la Maison Blanche, qui avaient affirmé à plusieurs reprises ces derniers jours qu'un accord final serait trouvé avant la date limite du 5 avril. "Nous espérons poursuivre, dans un esprit constructif, notre travail avec la Chine qui, de ce que j'entends, n'est pas ravie des droits de douane réciproques" imposés au pays par Donald Trump, a écrit le chef de l'État dans un message posté sur son réseau Truth Social. Cette nouvelle taxe de 34 % s'ajoute, dans le cas de la Chine, aux 20 % déjà en vigueur, ce qui porte le total de droits supplémentaires à 54 %. La Chine a riposté et annoncé vendredi la mise en place d'une taxe de 34 % sur les produits américains importés dès le 10 avril.

Onze morts et 555 blessés sur les routes en 48 heures

Onze (11) personnes sont décédées et 555 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers le territoire national, indique samedi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'El Meghaier avec trois (03) décès et trois (03) blessés, suite à une collision entre deux véhicules sur la RN N 46, commune d'Oum El Touyou, daïra d'El Meghaier. La wilaya de Bejaia a enregistré deux (02) décès et six (06) blessés, suite à trois accidents de la route, le 1er ayant concerné une (01) personne heurtée par un semi-remorque à l'entrée de l'autoroute, dans la commune et la daïra d'Amizour alors que



le 2ème a causé des blessures à six (06) personnes, suite à une collision entre 2 véhicules, au lieu-dit "Aboudaou", commune de Thala Hamza, daïra de Tichy. Le dernier accident, ayant coûté la vie à une (01) personne heurtée par un train, est survenu au lieu-dit "Ayourassan", commune de Oued

Ghir, daïra de Bejaia, précise la même source. Par ailleurs, les équipes de secours de la Protection civile sont également intervenues pour l'extinction de 6 incendies urbains et divers enregistrés à Alger, Béchar, El-Taref, Sidi Bel Abbès et Tamanrasset, ajoute le communiqué, déplorant le décès

d'une (01) septuagénaire et des gênes respiratoires à une (01) autre personne, suite à l'incident qui s'est déclaré dans un appartement, sis dans la cité "Gharassa", commune et daïra de Béchar. Un (01) autre décès a été enregistré à Tamanrasset, suite à l'incendie qui s'est déclaré dans un véhicule sur le CW N 55, à environ 10 Km vers Tinzaouatine, commune d'Abalessa, daïra de Silat. Durant la même période, les unités de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à douze (12) personnes incommodées par le monoxyde de carbone (CO), émanant des dispositifs de chauffage de leurs domiciles à travers les wilayas de Bouïra, Médéa, Laghouat, Alger, Jijel et El Bayadh

Venezuela: 16 tonnes de cocaïne saisies près de la Colombie depuis mars



transportée dans des bateaux et submersibles" de fabrication "rudimentaire" vers le lac de Maracaibo, plus grand lac d'Amérique du Sud et qui a un débouché sur la mer des Caraïbes. Au moins sept maires de la région ont été arrêtés dans le cadre de cette opération, selon le ministre

Plus de 16 tonnes de cocaïne ont été saisies au Venezuela depuis le mois de mars dans le cadre de l'opération "Eclair" menée dans une région frontalière avec la Colombie, a annoncé vendredi le ministre de l'Intérieur Diosdado Cabello. Au "total 16.308 kilos de cocaïne d'une pureté extrêmement élevée" ont été saisies dans cette région de l'ouest du pays, a déclaré lors d'une conférence de presse M. Cabello, qui avait déjà annoncé le chiffre de 10 tonnes fin mars. Le ministre a indiqué que la cocaïne était "fabriquée en Colombie" et

Plusieurs présidents d'Amérique latine se retrouveront mercredi au Honduras

Une dizaine de présidents d'Amérique latine et des Caraïbes, parmi lesquels ceux du Brésil, de la Colombie et du Mexique, se réuniront mercredi au Honduras, dans le contexte de la guerre commerciale déclenchée par le président américain Donald Trump. Le neuvième sommet de la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (Celac), regroupant 33 pays, sera l'occasion de débattre de diverses initiatives, dont une proposition du Brésil de promouvoir la candidature d'une femme au secrétariat général des Nations unies. Les dirigeants pourraient également évoquer le sujet des expulsions de migrants par les États-Unis ou les menaces du président américain de reprendre le contrôle du canal de Panama. Jusqu'à présent, plusieurs chefs d'État de gauche ont confirmé leur participation. "De nombreux dirigeants seront présents (...) pour faire face aux grands défis auxquels nous sommes confrontés", a déclaré jeudi la présidente hondurienne Xiomara Castro sur X. La Colombie, qui prendra la présidence tournante de la Celac à l'issue du sommet, cherchera à établir "un partenariat stratégique avec des partenaires extra-régionaux tels que l'Union européenne, la Chine et l'Union africaine", a indiqué son ministère des Affaires étrangères.

Corée du Nord : Kim Jong-un joue au sniper

Des photos diffusées par KCNA, samedi 5 avril, montrent le président nord-coréen Kim Jong-un, vêtu d'un blouson de cuir noir, visant à l'aide d'un fusil à lunette dans ce que ce média officiel présente comme une séance d'entraînement des forces spéciales. D'autres images le montrent inspectant une cible après avoir apparemment tapé dans le mille, et pas-



sant en revue, la mine radieuse, des soldats en tenue de camouflage ghillie. Cette séance de tir a eu lieu

au cours d'une visite du dirigeant de la Corée du Nord, vendredi, à la base des forces spéciales nord-coréennes, en un lieu qui n'est pas précisé. Kim Jong-un y a assisté à des exercices "visant à explorer et à appliquer régulièrement les nouvelles tactiques et méthodologies militaires de style coréen", selon

KCNA. Selon les gouvernements de Corée du Sud et des États-Unis, des unités des forces spéciales font partie des milliers de soldats envoyés par la Corée du Nord sur le front ukrainien pour combattre aux côtés de l'armée russe. Pyongyang et Moscou n'ont jamais confirmé ni démenti ce déploiement. Cette visite de Kim Jong-un a eu lieu le même jour que la destitution, en Corée du Sud, du président Yoon Suk-yeol, que les médias officiels nord-coréens ont très brièvement mentionnée, de façon purement factuelle et plusieurs heures après l'événement.

EXPRESS- HISTORIQUE

Le hérisson et le chacal (4)



AUX POINGS

«L'histoire nous a appris qu'aucune force ne peut déraciner un peuple de sa terre. Le peuple palestinien ne sera pas déplacé, il restera sur sa terre et, avec le soutien de tous ceux qui aiment la liberté et la paix, il établira son État indépendant avec Al-Qods pour capitale.»

Amar Bendjama, Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'ONU



Dans la journée : Nuageux
Vent : 21 km/h
Humidité : 54 %

Dans la nuit : Nuageux
Vent : 14 km/h
Humidité : 87 %

Dohr : 12h51
Assar : 16h27
Maghreb : 19h18
Ïcha : 20h39

Lundi 8 chaoual
1446
Sobh : 04h56
Chourouk : 06h25

TARIFS DOUANIERS DE TRUMP

Escalade des tensions commerciales mondiales

L'imposition par le président américain, Donald Trump, de "tarifs douaniers réciproques", qui comprennent un tarif de base de 10% sur presque tous les produits étrangers, pourrait entraîner une escalade des tensions commerciales mondiales, a estimé le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, qui envisage de démissionner.

Les premiers à souffrir de cette politique tarifaire sont les Américains vulnérables, qui dépendent d'importations abordables pour leurs besoins quotidiens, expliquent les experts. Les autres pays vont prendre des mesures de rétorsion, provoquant des dommages supplémentaires au commerce international. Les sites spécialisés ont fait savoir que l'annonce de nouvelles taxes américaines, par Donald Trump, a déclenché une onde de choc sur les marchés mondiaux, faisant fondre en quelques heures plusieurs milliards de valorisation de certains hommes d'affaires, principalement occidentaux, dans un mouvement de panique inédit depuis la pandémie de coronavirus. Selon les mêmes sources, citant les données du Bloomberg Billionaires Index, le 3 avril, la fortune des 500 individus les plus riches de la planète a chuté de 208 milliards de dollars en une seule séance boursière. Cette perte représente le plus fort effondrement journalier depuis le pic de la pandémie de COVID-19. Ce choc financier a été déclenché par la décision du président



PH : DR

américain d'imposer de lourds droits de douane sur les importations en provenance de 185 pays. La Chine imposera des droits de douane supplémentaires de 34% sur tous les produits importés des États-Unis à partir du 10 avril, a annoncé vendredi la Commission des tarifs douaniers du Conseil des Affaires d'État. Cette décision fait suite aux "droits de douane réciproques" décrétés par les États-Unis sur les exportations chinoises vers les États-Unis, une mesure qui, selon la commission, n'est pas conforme aux règles du commerce international, porte gravement atteinte aux droits et aux intérêts légitimes de la Chine et constitue un acte typique d'intimidation unilatérale. La décision des États-Unis ne nuit pas seulement aux intérêts des États-

Unis eux-mêmes, mais met également en péril le développement économique mondial et la stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement, a déclaré la commission dans un communiqué.

La Chine a ajouté onze entreprises américaines, dont Skydio et BRINC Drones, à sa liste d'entités non fiables, a annoncé vendredi le ministre chinois du Commerce. Ces entreprises, au mépris de la forte opposition de la Chine, ont entrepris une soi-disant coopération technologique militaire avec Taiwan, portant gravement atteinte à la souveraineté nationale, à la sécurité et aux intérêts de développement de la Chine, a déclaré un porte-parole du ministère du Commerce dans un communiqué. La Chine tient ces onze entreprises responsables de leurs activités illégales, conformément aux lois et réglementations en vigueur, selon le communiqué. La Chine traite toujours les questions liées à sa liste d'entités non fiables avec prudence et ne cible que les très rares entités étrangères qui sapent la sécurité nationale de la Chine, a déclaré le porte-parole. La Chine a exhorté les États-Unis à lever immédiatement leurs mesures tarifaires unilatérales et à résoudre les différends commerciaux par le biais de consultations sur la base de l'égalité, du respect et des bénéfices mutuels, selon le communiqué. La réalité montre que ce sont les États-Unis qui perturbent le commerce international et non pas le Yémen qui, dans son soutien au peuple palestinien, s'en prend uniquement aux navires qui empruntent la mer rouge. À ce propos, selon les médias américains, le coût des attaques américaines contre les Houthis au Yémen qui ont débuté le 15 mars, approche le milliard de dollars, alors qu'elles ont eu un impact limité dans la destruction de leurs capacités.

M'hamed Rebah

DÉCÈS DU COMMANDANT DU SECTEUR MILITAIRE DE TIMIMOUNE

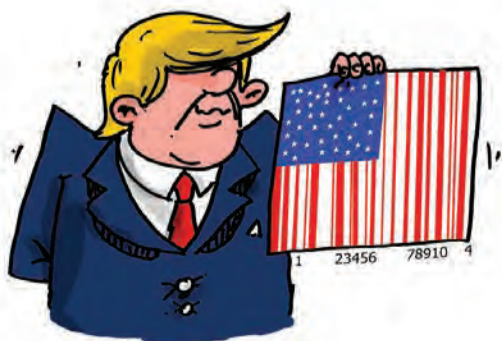
Le Président présente ses condoléances

Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présenté, vendredi, ses sincères condoléances à la famille du Commandant du secteur militaire de la wilaya de Timimoune, le Colonel Betaouaf Rabî, suite à son décès, ainsi qu'aux personnels de l'Armée nationale populaire. « C'est avec une immense tristesse et une profonde affliction, avec le cœur résigné devant la volonté d'Allah que le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a appris la nouvelle du décès du Colonel Betaouaf Rabî, Commandant du secteur militaire de la wilaya de Timimoune », lit-on dans le message de condoléances. « En cette pénible épreuve, Monsieur le Président présente ses sincères condoléances à la famille du défunt ainsi qu'aux personnels de l'ANP, priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter patience et réconfort à ses proches... A Allah nous appartenons et à Lui nous retournerons », conclut le chef de l'Etat.

R. N.

SOUS-RIRE

Trump et les nouvelles taxes



BE/BACI

REPRISE DU DIALOGUE ALGÉRO-FRANÇAIS Barrot à Alger aujourd'hui

Signe de la reprise du dialogue entre l'Algérie et la France après un peu plus de huit mois de crispation des relations provoquant une crise diplomatique sérieuse et sans précédent, le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, est attendu aujourd'hui à Alger, à l'invitation de son homologue algérien Ahmed Attaf. Le déplacement du chef de la diplomatie française à Alger intervient pour donner suite, et acter, l'entretien « franc et amical », effectué lundi dernier, entre les présidents des deux pays qui ont ainsi décidé à reprendre rapidement la coopération sécuritaire et le travail de la commission mixte histoire et mémoire. Jeudi, un communiqué du ministère algérien des Affaires étrangères a indiqué que le chef de la diplomatie nationale Ahmed Attaf a reçu un appel de son homologue français. Dans la perspective de la reprise du dialogue entre les deux pays, les deux ministres ont passé en revue « les principaux dossiers auxquels les deux chefs d'Etat ont demandé que soit accordée une attention particulière dans le cadre plus large du règlement des différends qui sont venus récemment contrarier le cours normal de la relation algéro-française ». De son côté, et selon la presse française hier, Barrot aura, au cours de sa visite à Alger aujourd'hui, à évoquer avec Attaf « une longue liste de dossiers » sur lesquels Macron « veut aller vite » et « obtenir des résultats ». Selon la même source, Barrot qui « fera escale » à Alger, repartira « le soir même pour rejoindre le président français au Caire. » Concernant maintenant de la nature des dossiers à traiter aujourd'hui, tout devra se savoir à la fin des discussions entre les deux parties.

F. G.

SALON "DJAZAGRO" 650 exposants nationaux et étrangers au rendez-vous demain à Alger

Regroupant tous les secteurs de l'industrie agroalimentaire, le Salon professionnel de la production agroalimentaire (Djazagro) ouvrira ses portes, demain lundi, et ce, jusqu' à jeudi prochain au Palais des expositions d'Alger avec la participation de 650 exposants nationaux et étrangers, ont indiqué, dans un communiqué, les organisateurs de cette manifestation. D'après la source, «cette édition de quatre jours, sera l'occasion de mettre en lumière les avancées les plus marquantes du secteur et d'offrir aux 650 exposants représentant 36 pays, comme aux 23.000 visiteurs attendus, un cadre propice aux échanges et au développement commercial», précisant qu' «une attention particulière sera consacrée à la filière «l'emballage» compte tenu de son rôle primordial dans la vente du produit». Co-organisé par les entreprises Comexposium et Promosalons Algérie, «cet événement professionnel est dédié exclusivement aux exposants fabricants, dont 25% sont des fabricants algériens et 75% de pays étrangers, principalement venant d'Italie, de Chine, de la France et de la Turquie», a ajouté le communiqué. Ces exposants activent dans les secteurs d'activités représentatifs de l'industrie agroalimentaire, notamment le conditionnement et emballage, matériels et équipements pour process agroalimentaire, boulangerie et pâtisserie, manutention et stockage, hôtellerie et restauration, transformation des aliments, produits alimentaires et boissons, ainsi que les matières premières, ingrédients et additifs. Le même document a rapporté que, «cette année, Djazagro mettra l'accent particulièrement sur «l'importance de la filière de l'emballage», soulignant que «cette filière joue un rôle déterminant dans la transformation et la valorisation des produits agroalimentaires et qu'elle représente un enjeu stratégique dans la chaîne de distribution, y compris à l'international». Dans ce cadre, le salon accueillera «DjazPack», espace dédié à l'emballage, qui fera un focus sur les matériaux durables et les techniques innovantes qui façonnent l'avenir du secteur. Aussi, il est attendu la tenue du concours «Djaz'Innov» qui récompense les innovations les plus prometteuses, contribuant au dynamisme et à la compétitivité de l'industrie agroalimentaire algérienne. Cette édition a vu déjà la présélection de 18 dossiers dont les délibérations finales détermineront les lauréats qui seront récompensés par des médailles d'or, d'argent, de bronze, ainsi qu'un prix «Coup de cœur» du jury.

L. Zeggane